

En Espagne

Des militaires légalistes nommés à des postes-clés

LIRE PAGE 32

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dr.; Tunisie, 300 m.; Ab-
mouss, 1,50 DM ; Autriche, 15 sch.; Belgique, 20 fr.;
Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark,
8,50 kr.; Espagne, 100 pes.; E.-U., 36 c.; G.-B.,
50 p.; Grèce, 65 dr.; Irlande, 75 p.; Italie, 1.200 l.;
Liban, 300 P.; Libye, 0,250 DL ; Luxembourg, 27 f.;
Norvège, 5,00 kr.; Pays-Bas, 1,75 fl.; Portugal,
80 esc.; Sénégal, 320 F CFA ; Suède, 7,75 kr.;
Suisse, 1,40 L.; Yougoslavie, 85 d.

Tarif des abonnements page 7

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
C.C.P. 4287 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

**Paris-La Haye :
des relations
navrantes**

M. Van den Broeck, ministre néerlandais des affaires étrangères, et M. Cheysson se livrent ce jeudi 3 février, dans l'indifférence générale, aux consultations d'usage entre partenaires d'une même Communauté. Il est pourtant urgent qu'elles sortent de la routine et marquent le renouveau de relations présentement navrantes.

On brocarde les visites de chefs d'Etat et il est vrai que souvent elles sont purement formelles; leur absence, en revanche, peut être significative. Depuis la fondation de la V^e République, aucun de ses présidents - et Dieu sait s'ils voyagent - n'est allé en visite officielle à La Haye.

Les responsables de cette situation sont partagés. Mais ses données psychologiques et politiques sont en train de changer. Après la guerre, les Pays-Bas sont foncièrement anti-allemands et confient leur sécurité aux Anglo-Américains. Par le traité de Bruxelles de 1948, ils s'unissent à la France et à la Grande-Bretagne dans une alliance qui s'intégrera dans l'alliance atlantique. D'ailleurs, protégés, ils prennent pour autant de monnaies les « grands desseins » du général de Gaulle : Europe des États sans la Grande-Bretagne, Europe européenne à l'Est des États-Unis, force de frappe, sans parler d'un anti-parlementarisme qui hante leurs traditions.

Cette situation a beaucoup changé. Aucun gouvernement allié ne conteste plus la politique de sécurité héritée de de Gaulle telle que M. Mitterrand la pratique, et les Néerlandais, hier adversaires irréprochables, sont aujourd'hui les alliés qui répètent le plus à abriter des missiles américains. Ils n'avaient cependant pas tiré les conséquences de cette évolution, que la pollution du Rhin par les déchets des potasses d'Alsace compromettait les relations franco-néerlandaises. L'actuel gouvernement français a eu le mérite de décider de mettre un terme au refus indéfinissable de ratifier la convention signée par les riverains du fleuve.

L'image qu'offrent aujourd'hui les relations franco-néerlandaises est en tout cas sinistre. Par tête, les Néerlandais représentent en Europe notre plus gros déficit commercial : près de 15 milliards de francs pour quatorze millions d'habitants, soit 15 % du déficit français. Les ventes de Talbot aux Pays-Bas égalent nos achats de fleurs. Les Pays-Bas n'achètent aucun armement français, à l'exception de mines antichar fabriquées par... une filiale néerlandaise. Un gros marché de locomotives est en passe de nous échapper.

Le français, obligatoire jusqu'en 1953 dans l'enseignement primaire, est de plus en plus menacé. Alors qu'il est encore une des deux langues obligatoires dans le secondaire, il deviendra, si une loi en cours d'élaboration est adoptée, facultatif au même titre que l'arabe, le portugais ou le turc.

Sans doute peut-on espérer, une fois le contentieux sur le Rhin réglé, que de meilleures relations entre les gouvernements rapprocheront les peuples. Mais il faudra que les Français retroussent leurs manches. Leur éviction du marché néerlandais est en grande partie la faute des Français eux-mêmes, qui ont longtemps cru qu'il suffisait d'ouvrir un bureau à Bruxelles pour vendre à Rotterdam. Seul un long effort amènera un jour les Néerlandais à ne plus dire à un enfant paresseux : « Ne fais pas ton devoir à la française (Met de fransse slag). »

Des éléments de la Légion vont renforcer à Beyrouth le contingent français

Washington réagit vivement à l'incident entre « marines » et soldats israéliens

Après les deux attentats commis en moins d'une semaine contre les soldats français à Beyrouth, M. Charles Hernu, ministre de la défense, a confié au général Georges Maldan, inspecteur des forces extérieures et des troupes de marines, le soin d'étudier, de concert avec les partenaires de la France, un renforcement du contingent français de la force multinationale à Beyrouth par des éléments de la Légion étrangère.

Washington a vivement réagi à l'incident qui a opposé mercredi à Beyrouth une unité de chars israéliens à un détachement de « marines ». M. Caspar Weinberger, secrétaire à la défense, a félicité publiquement l'officier américain qui a barré la route à un char israélien pour l'empêcher de violer la ligne de démarcation.

Ce jeudi matin, les locaux de l'agence syrienne d'information SANA à Beyrouth-Ouest ont été dévastés par l'explosion de deux charges qui n'ont toutefois pas fait de victimes.

De notre correspondant

Beyrouth. — « Vous ne passerez que sur mon corps ! » : en se dressant de toute sa hauteur face aux trois chars israéliens, qui essayaient de contourner le barrage de « marines », s'opposait à leur incursion, un officier américain a été le héros du sixième incident en deux semaines entre troupes israéliennes et américaines dans la banlieue sud-est de Beyrouth. Les chars ne sont pas passés.

Non loin de là, les Israéliens n'en ont pas moins poursuivi leur ratis-

sage, devenu quotidien depuis plusieurs jours, interrompant la circulation et tirant des rafales devant eux dans les oliveraies pour se couvrir.

Les « marines » sont excédés des agissements israéliens dans leur secteur et ne réagissent pas à la manière forte si on les y autorisait. Le secrétaire à la défense, M. Weinberger, a déclaré qu'il craignait des affrontements plus graves.

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 3.)

L'autonomie du secteur public doit être respectée
déclare M. Mitterrand

A l'occasion du conseil de ministres du 2 février, M. Mitterrand a « rappelé fermement à l'ensemble des ministres que l'exigence d'une politique industrielle cohérente doit se garder d'une bureaucratie étatique ». Lors du déjeuner qu'il avait eu le 11 janvier avec six P.D.G. des groupes industriels nationalisés, ces derniers s'étaient inquiétés des pressions multiples qui obèrent leur « autonomie de gestion ».

Le rappel à l'ordre de M. Mitterrand s'adresse, au-delà des ministres, à l'ensemble de l'administration. La vigilance manifestée par le chef de l'Etat sur le chapitre des nationalisations s'explique par l'importance de l'enjeu. Des performances des groupes nationalisés dépendra pour une large part le jugement que porteront les Français sur cette société d'économie mixte que le pouvoir veut mettre en place.

Gérer les nationalisations

I. - De désagréables surprises financières

par JEAN-MICHEL QUATREPOINT

Voilà un an, le gouvernement socialiste procédait, au terme d'une èpre bataille juridique et politique, au plus vaste transfert de propriété au profit de l'Etat jamais réalisé en Occident. La quasi-totalité du secteur bancaire, la sidérurgie, quelques-uns des plus grands groupes industriels français devenaient ainsi « la propriété de la collectivité ».

Un an est un délai bien court pour juger d'une réforme d'une telle ampleur. Comme on pouvait le penser, les nationalisations n'ont pas réglé comme par enchantement les problèmes de l'économie française. En revanche, elles n'ont pas entraîné

de cataclysmes. Ni à l'intérieur de l'Hexagone ni à l'extérieur. Reste que les copropriétaires que sont les Français s'interrogent. Qu'est-ce que la nationalisation a réellement changé : dans les relations de ces groupes avec l'Etat, le financement de leurs investissements, leurs rapports sociaux ?

A la lumière des derniers résultats annoncés pour le secteur public, une question domine cependant toutes les autres : la nationalisation aurait-elle transformé des entreprises bénéficiaires en des gouffres à déficits ?

(Lire la suite page 29.)

LES DISSYMMÉTRIES SOVIÉTO-AMÉRICAINES

Il n'y a pas que les haricots

M. Bush, vice-président américain, tenu à Bruxelles, ce jeudi 3 février, la quatrième étape de sa tournée européenne. Il sera vendredi à Genève, où il rencontrera les négociateurs soviétiques et les négociateurs américains aux pourparlers sur les armements nucléaires. Abordant ce problème à La Haye, où il se trouvait mercredi, M. Bush a réaffirmé l'attachement de Washington à l'option zéro, qui exige le démantèlement de toutes les fusées soviétiques à moyenne portée basées à terre en échange du non-déploiement d'armements analogues dans les

pays de l'OTAN. « Si les Soviétiques ont un autre plan, le président Reagan a dit qu'il le prendrait sérieusement en considération », a-t-il ajouté.

A Washington d'autre part, la Maison Blanche a « regretté » que Moscou « n'ait pas répondu sérieusement » à l'offre de M. Reagan de rencontrer M. Andropov pour signer un traité sur les armements nucléaires. « Nous espérons que les Soviétiques étudieront cette proposition plus sérieusement », a ajouté un porte-parole.

Chaque camp s'affirme partisan de maintenir l'équilibre avec l'autre, tout en l'accusant, statistiquement en main, de détériorer ou de rechercher la supériorité. Pour permettre à l'opinion de trancher, la presse, notam-

par ANDRÉ FONTAINE

ment américaine, déborde de tableaux et de graphiques. Mais comment s'y retrouver entre tous ces engins de mort aux noms

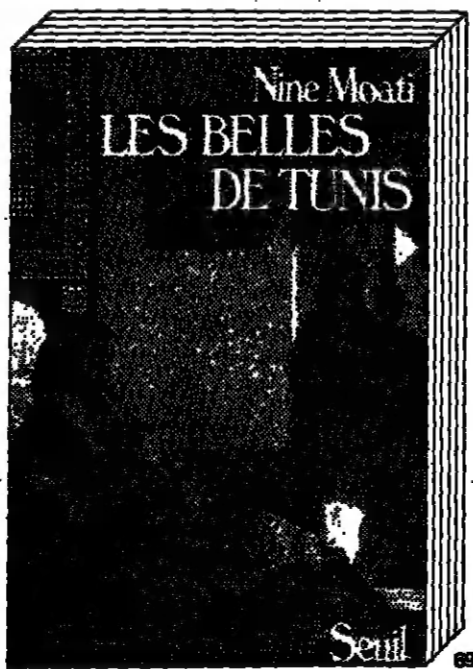
mythologiques ou algébriques ? Seul à faire aveuglément confiance à ceux dont on éprouve les craintes et les objectifs, on est facilement porté à croire que dès l'instant où les uns et les autres ont les moyens de se réduire en bouillie pour longtemps, il n'importe guère qu'il y en ait un peu plus d'un côté ou un peu plus de l'autre.

C'est vrai des armes dites « stratégiques » : celles qui menacent, à partir du territoire d'une superpuissance, de ses avions à long rayon d'action ou de ses sous-marins, le territoire de l'autre. Certes les Américains redoutent que les Soviétiques ne disposent un jour des moyens de neutraliser par une attaque par surprise l'essentiel de leurs fusées intercontinentales en silos, qui sont pointées en permanence sur les bases de départ des fusées adverses et sont appelées pour cette raison « anti-forces ». Dans ce cas en effet, sauf à capituler, il leur faudrait recourir à des armes lancées de sous-marins ou de bombardiers, que leur moindre précision ne permet d'utiliser que contre des « cibles » (armes dites pour cette raison démographiques) en s'exposant au risque de recevoir sur leurs propres villes une « punition » d'égale ampleur. Mais la précision grandissante du tir des fusées tirées à partir des sous-marins, les quels, pour un laps de temps sans doute encore assez considérable, parce que presque impossibles à repérer, devraient avoir pour effet de réduire la différence entre les deux frappes « anti-forces » et « anti-cités » et donc de diminuer la vulnérabilité américaine.

Dans ces conditions il n'est pas déraisonnable d'espérer que Washington et Moscou parviendront un jour à conclure un nouvel accord de limitation de ces armements, impliquant cette fois la destruction d'un certain pourcentage de fusées. Des deux côtés, on pourrait ainsi dépenser moins, sans que pour autant le rapport des forces se trouve modifié.

(Lire la suite 2.)

UNE FRESQUE ORIENTALE



Les destins de trois femmes d'une famille juive cosmopolite font revivre un siècle de l'histoire de Tunis à l'époque de la domination française.

SEUIL

AU JOUR LE JOUR

Formalités

Le gouvernement va créer une « commission de simplification des formalités imposées aux entreprises ».

La tâche des commissaires anti-papierasse ne sera pas une formalité. Il leur faudra fouiller sous la muraille de papier qui entrave l'initiative privée. Plonger dans des dossiers dantesques et dans l'océan des circulaires, démasquer les agents de la tracasserie.

Mais ce ne sera rien à côté de la nécessaire lecture des rapports antérieurs sur le même sujet.

BRUNO FRAPPAT.

Le défi de l'échec scolaire

En engageant une réflexion nationale sur l'enseignement du premier degré, le ministre de l'éducation nationale s'efforce de répondre à l'attente inquiète de nombreux Français. Les difficultés engendrées par la réforme de 1975 en vue de la mise en œuvre d'un « collège unique » ont suscité le désarroi de nombreux enseignants et les critiques parfois véhémentes de l'opinion publique. Pourtant l'objectif politique, il y a déjà trente-cinq ans, du plan Langevin-Wallon était de faire accéder tous les jeunes Français à l'enseignement secondaire durant leur scolarité obligatoire ; cet objectif avait peu à peu été souhaité ou accepté par la quasi-totalité des forces sociales dans notre pays, à la suite de la majorité des acteurs de l'éducation, notamment des enseignants... Comment expliquer les décalages entre cette volonté politique et les pratiques éducatives actuelles ? Pourquoi au moment où il met tout en œuvre pour assurer une réelle « démocratisation » de l'enseignement, le système éducatif semble-t-il échouer sur un échec scolaire qui atteint presque toujours les mêmes milieux sociaux ? Sur quels points le débat prévu peut-il améliorer le fonctionnement de l'école en France ?

La série de deux articles dont nous commençons la publication a été rédigée par un haut fonctionnaire qui vient de quitter le ministère de l'éducation nationale et qui s'est aussi intéressé à la recherche en sciences humaines. Il nous l'a adressée à titre personnel, c'est la raison pour laquelle il a signé d'un pseudonyme.

I. - Une machine à éliminer

Il est difficile d'appréhender l'ampleur des mutations structurelles de l'éducation en France depuis une trentaine d'années. A la fin des années 1950, la moitié environ d'une génération accédait à l'enseignement des collèges ou lycées en classe de sixième ; en 1980, plus de neuf élèves sur dix parviennent en sixième (même si, pour une fraction importante, ils le font avec retard). Depuis la suppression des filières du collège Fouchet, à la rentrée 1977, les enseignants des collèges trouvent en face d'eux dans le « collège unique » des élèves originaires de tous les milieux sociaux, marqués, en outre, par une très grande hétéro-

généité de leurs performances scolaires. Faute de préparation et de formation parfaitement adaptées des enseignants, que leur cursus personnel porte plus à répondre aux attentes des bons élèves, et par manque d'expérimentations qui auraient pu être peu à peu étendues sur la base du volontariat, ces mutations sont vécues par tous comme une « contre-innovation » subie : elles engendrent désarroi et impuissance chez certains enseignants.

JEAN VIGUÉ.

(Lire la suite page 19.)

Un nouveau conflit a éclaté à l'usine Citroën d'Aulnay, après les graves incidents qui ont opposé, mercredi 2 février, grévistes et non-grévistes à l'usine Citroën d'Aulnay et qui ont fait plusieurs blessés. Une quarantaine d'agents de maîtrise et d'ouvriers du « plateau de retouches », des voitures ont à leur tour, fait grève, jeudi 3 février, réclamant le licenciement des « meneurs ». Selon la direction, ces débrayages de protestation ont entraîné, jeudi matin, l'arrêt de la production.

Mercredi, M. Auroux, ministre du travail, a dénoncé des « méthodes relevant de pratiques terroristes » et souligné la nécessité de respecter la liberté de ceux qui veulent travailler.

La C.G.T. a estimé que le ministre était tombé dans « un piège patronal ». Selon les cégétistes, des non-grévistes se sont opposés au départ de grévistes pour une manifestation à Paris. La direction et la C.S.L. donnent une version opposée : cégétistes et délégués de chaînes ont provoqué les incidents en faisant pression sur les salariés opposés au débrayage (lire page 27 le récit de Laurent Greilsamer).

Jeudi à l'aube, l'atmosphère était toujours tendue aux portes de l'usine. Des ouvriers maghrébins de l'équipe du soir étaient venus expliquer à leurs camarades de l'équipe du matin les événements de la veille. Ils appartenaient à l'atelier de montage dont les O.S., en majorité cégétistes, s'étaient affrontés avec des agents de maîtrise et des ouvriers professionnels français et asiatiques du « plateau de retouches », pour la plupart membres de la C.S.L.

Des élus de la C.G.T., accusant la direction de « provocation », lançaient des appels au calme, tandis que des travailleurs maghrébins se déclaraient partisans d'un débrayage. Cependant, les ouvriers pénétraient normalement dans l'usine pour reprendre le travail sur les chaînes.

Mais à l'atelier de retouches, la C.S.L. et des agents de maîtrise se sont mis en grève, exigeant des sanctions « contre les agresseurs ».

Déclarations fiscales

« Le Monde » de 4 février (numéro du 5) publie un supplément de six pages consacré aux déclarations de revenus et au calcul de l'impôt pour 1983.

(Publicité)

Un homme clairvoyant à la tête d'une nation sereine

Peu de nations ont accompli ce que le peuple égyptien a accompli sous la direction du président Moubarak et en si peu de temps. Dès qu'il a assumé le pouvoir, après les tragiques événements d'octobre 1981, l'énergique président s'attacha à consolider les gains acquis sous feu le président Sadate, et à construire sur ces bases avec pour objectif de faire du pays une force de progrès et de stabilité et de le faire entrer dans le vingtième siècle. Son objectif premier fut de renforcer le front intérieur et d'utiliser le vaste potentiel que recèle le peuple égyptien.

La tradition démocratique, profondément enracinée dans le modèle égyptien, fut renforcée par l'ouverture du dialogue avec tous les partis et tendances politiques. Un climat de confiance et de solidarité sociale s'est développé dans tout le pays. Même les extrémistes fondamentalistes furent amenés à participer à des débats publics au cours desquels furent librement débattus des sujets d'intérêt général. La liberté de la presse fleurit et différentes opinions, souvent défavorables au gouvernement, s'exprimèrent sans entraves.

L'accent fut mis sur la réforme et la restructuration de l'économie, avec pour objectif l'augmentation de la production et l'amélioration de la productivité. A une époque où le chômage sévit dans la plupart des pays, 200 000 emplois nouveaux furent créés pour les jeunes désireux de servir leur pays.

Le taux de croissance réelle fut de 8,5 %. Le secteur public et le secteur privé furent tous deux encouragés à se moderniser et à utiliser les technologies les plus récentes. L'investissement étranger fut stimulé et des mesures d'incitation prises. Il se crée chaque jour une nouvelle société, aux termes de la loi sur l'investissement.

La politique étrangère de l'Égypte reflète la même détermination et les mêmes objectifs. Des liens d'amitié et de coopération ont été établis avec différentes nations. Le principe fondamental de la politique étrangère était et demeure la nécessité de résoudre tous les conflits par des voies pacifiques. Malgré l'absence de relations diplomatiques normales, la tension dans les relations entre l'Égypte et les autres États arabes a été éliminée. On s'est concentré sur le contenu des relations inter-arabes plutôt que sur leur forme. De nombreux chefs d'État arabes ont échangé des messages avec le président Moubarak sur des sujets vitaux d'intérêt commun. Deux millions cinq cent mille Égyptiens travaillent actuellement dans des pays arabes frères, apportant ainsi leur contribution indispensable à l'effort de développement.

De plus, la paix entre l'Égypte et Israël, première composante d'une paix globale comprenant la région tout entière, fut consolidée, démontrant ainsi que les

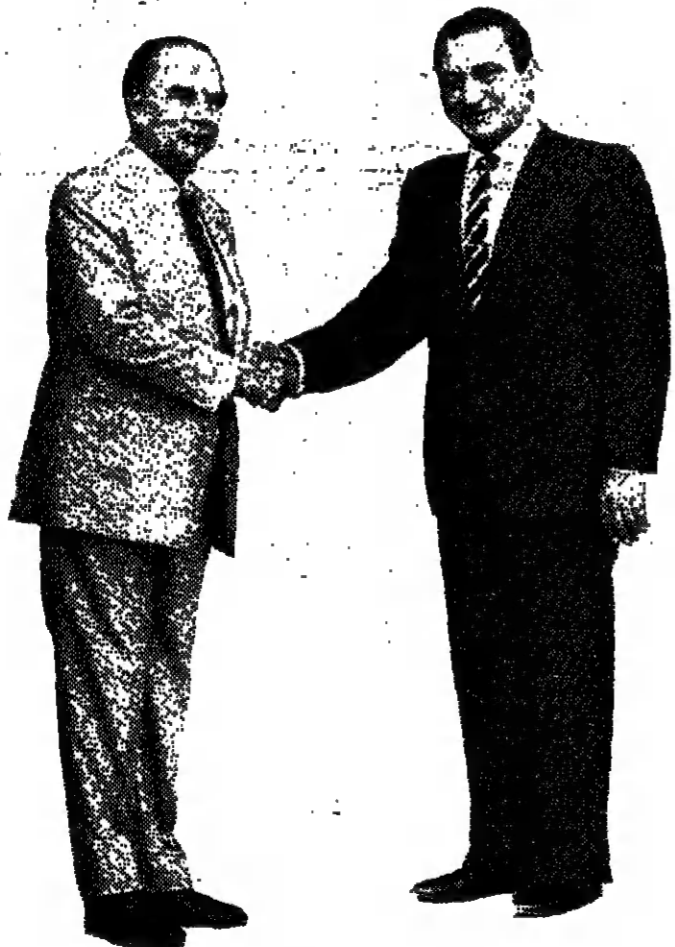
craintes d'un revirement de cette politique, après le retrait total d'Israël du Sinaï, étaient vaines et sans fondement. Rien n'empêche, les relations entre les deux pays ayant été normalisées, des occasions de désaccord ont pu survenir comme c'est toujours le cas entre les nations. Cependant cela ne remet pas en cause la paix entre l'Égypte et Israël ni le fait qu'elle soit le pivot et le catalyseur de la paix entre Israël et tous ses voisins arabes. L'Égypte déploie, dans ce but, des efforts infatigables pour persuader à la fois Israël et les Palestiniens d'accepter l'idée de reconnaissance mutuelle et simultanée. Si ce pas était franchi il constituerait une percée capitale dans la voie de la paix.

L'amitié et la coopération égypto-française ont continué de s'épanouir et de se renforcer. Les présidents des deux pays ont poursuivi régulièrement d'étroites consultations. Les Égyptiens sont reconnaissants au peuple français de son assistance fraternelle, qui ne comporte pas d'obligations en contrepartie. La coopération militaire entre les deux pays vise à renforcer la structure de paix et la stabilité au Moyen-Orient. La coopération économique se concentre sur l'infrastructure et des projets de développement vitaux.

Dans cette optique, les deux pays entretiennent des relations extrêmement cordiales et fournissent un exemple éclatant de coopération dans notre monde contemporain.



La coopération entre l'Égypte et la France



Dans le cadre d'une coopération fructueuse étendue à de très nombreux domaines - politique, militaire, culturel, etc. - les relations de coopération économique et commerciale se sont approfondies entre les deux pays depuis 1974, date de la politique d'ouverture économique menée par l'Égypte.

Les chiffres qui suivent illustrent cette évolution :

- Dans le domaine de la coopération financière (quatre protocoles signés entre 1974 et 1982), les facilités de crédits accordées par la France atteignent un volume de 10 milliards de francs.
- Les facilités de crédits pour l'importation en Égypte de produits agro-alimentaires s'élèvent à 4,5 milliards de francs, selon un protocole d'accord qui s'étale sur trois ans (1981-1984) et prévoit un crédit annuel de 1,5 milliard de francs en moyenne.
- Le volume des échanges commerciaux entre les deux pays atteint 8 milliards de francs en 1982, soit une augmentation de 176 % par rapport à l'exercice de 1978 (2,9 milliards de francs) et cela grâce à l'exécution des protocoles de facilités de crédits de coopération dans les domaines des finances et de l'approvisionnement pour le financement des exportations des produits français. La France exporte essentiellement des produits agro-alimentaires, du matériel électrique et des automobiles.

Les exportations égyptiennes vers la France sont passées de 0,5 milliard de francs en 1978 à 2 milliards en 1982. L'Égypte exporte du pétrole, du coton, des agrumes, des plantes médicinales et des essences de parfums.

L'Égypte a fait appel à la France pour son développement économique en ce qui concerne l'amélioration de ses infrastructures : métro du Caire ; centrales électriques d'Aboukir et de Chobra El-Khemah ; port de Damiette ; aéroport du Caire ; modernisation du réseau téléphonique ; hôpitaux et hôtels.

Dans le domaine nucléaire, les deux pays ont, en mars 1981, conclu un accord-cadre pour la construction de deux centrales nucléaires (dans la région de Daba) d'une puissance de 1 000 mégawatts chacune, pour la production d'énergie électrique. Le financement en sera assuré par les revenus du pétrole égyptien et par des facilités de crédits français.

Des pourparlers sont actuellement en cours pour élaborer les programmes de réalisation des centrales et de formation des ingénieurs et techniciens égyptiens chargés du fonctionnement des réacteurs, de la sécurité et de la protection de l'environnement.

Le gouvernement français présentera une offre de fourniture et d'installation de deux centrales au mois de mars 1983. Ce sera la première étape avant la signature du contrat au mois de juillet ; les premiers travaux sont prévus pour octobre 1983.

Dans le domaine des investissements privés, bien que le volume de la coopération finan-

cière au niveau gouvernemental entre les deux pays soit en augmentation, la coopération dans ce domaine restait limitée (55,4 millions de livres égyptiennes). Aussi, au cours de sa visite à Paris en février 1982, le président Moubarak avait-il invité une délégation des représentants du patronat français à se rendre sur place pour étudier les possibilités d'investissements en Égypte.

A la suite de cette initiative, une délégation du C.N.P.F. s'est rendue au Caire dans la première moitié de janvier 1983. Elle a conclu, avec l'Association égyptienne des hommes d'affaires, un accord-cadre pour la constitution d'un Conseil conjoint égypto-français des hommes d'affaires. La section égyptienne a déjà été constituée. L'objectif est de promouvoir la coopération industrielle et le domaine de l'investissement entre les secteurs privés des deux pays.

L'économie et les investissements en Égypte

Les grandes lignes de la politique économique égyptienne :

- L'Égypte réaffirme son attachement à la politique d'ouverture économique (Infitah). L'attachement à cette politique annonce une orientation plus nationaliste de l'économie égyptienne.

- Elle a estimé nécessaire une amélioration du fonctionnement du secteur public qui demeure « la pierre angulaire du développement et le bastion de l'industrie nationale ».

- Elle a également mis l'accent sur la nécessité de « consolider le secteur privé » afin qu'il soit complémentaire du secteur public, en particulier dans le domaine de la production.

Ces grandes lignes du développement économique sont contenues dans le plan quinquennal (1982-1987) qui constitue le cadre dans lequel les sociétés, nationales ou étran-

gères, peuvent intervenir. Les axes principaux sont :

- la nécessité de doter le pays d'une infrastructure industrielle satisfaisante,
- le développement de la production agricole,
- le réajustement de la balance des paiements.

Le plan quinquennal en cours d'exécution comporte environ sept cents projets qui sont intégrés dans une loi afin de garantir l'exécution du plan au cours des cinq années à venir. L'Égypte affectera un investissement global d'un montant de 34 milliards de livres égyptiennes à la réalisation de ce plan.

Si l'on tient compte du fait que l'année 1983 sera en Égypte celle de l'investissement, et qu'elle est celle de l'entrée en vigueur de la

réforme économique - accompagnée de l'apport de technologie et de capitaux étrangers, - l'Égypte devient un pays riche de promesses pour les entreprises françaises qui ne redoutent pas la concurrence internationale.

La politique actuellement mise en place vise à faciliter les procédures d'investissement et la délivrance des autorisations officielles. Le résultat devrait être une plus grande rapidité dans l'obtention des autorisations.

Avec les nouvelles procédures, l'agrément du premier ministre ne sera plus nécessaire pour les projets d'investissement. Il sera remplacé par l'endossement du conseil d'administration de la banque ou des compagnies d'assurances pour leur part d'investissement.

Depuis 1974, 1 274 projets ont été réalisés en Égypte, soit un total de 4 218 millions de livres égyptiennes.

Ces projets couvrent les domaines suivants :

- 498 : industries
- 270 : finances
- 214 : construction
- 208 : autres services
- 84 : agriculture

Sur ce total, 353 projets ont réuni un capital de 563 millions de livres égyptiennes et ont été mis en œuvre en zone franche. Les contributions financières des pays pour ces projets ont été les suivantes :

- Égypte 65 %
- Pays arabes 15 %
- C.E.E. 6 %
- États-Unis 5 %
- Autres pays 9 %

Une brochure d'information contenant tous les renseignements voulus sur les investissements est disponible dans toutes les ambassades d'Égypte.

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE PAR LE CENTRE ÉGYPTIEN DES ÉTUDES POLITIQUES - LE CAIRE

AMÉRIQUES

Guatemala

LES MILITAIRES ET LA « CHASSE AUX INDIENS »

Des religieux dénoncent des cas de cannibalisme

L'exécution par un peloton militaire de quatre des six jeunes gens condamnés à la peine capitale a été suspendue à la dernière minute, mercredi à l'aube, dans le cimetière de Guatemala-Ciudad (nos dernières éditions du 3 février). Les quatre condamnés avaient déjà été amenés devant le peloton et les cercueils étaient prêts. La Cour suprême du Guatemala a jugé « recevable » au dernier moment l'appel interjeté par l'un des avocats estimant que les accusés n'avaient pas bénéficié d'une « défense légale » devant les tribunaux militaires spéciaux. Mais on a appris, d'autre part, que le gouvernement s'était directement intervenu auprès du gouverne-

ment du général Rios Montt. Les six hommes — cinq Guatémaltèques et un ressortissant du Honduras — sont accusés d'activités subversives. Leurs familles nient les faits qui leur sont reprochés.

La situation au Guatemala, où le pape Jean-Paul II est attendu en mars, continue de susciter des réactions dans le monde. Plusieurs organisations humanitaires ont adressé des messages au pape pour attirer son attention sur les graves violations des droits de l'homme dans ce pays. Le Tribunal des peuples, réuni à Madrid, a pris la même initiative.

Un rapport publié à la fin de 1982 dans la revue *El Caminante*, de l'évêché de San-Cristóbal-de-Las-Casas, dans l'Etat de Chiapas, au Mexique, fait état de cas de cannibalisme. « Les femmes sont violées, les gens sont rassemblés dans les églises et ils sont ensuite torturés et assassinés. Les enfants sont déracinés par terre ou bien on les prend par les pieds pour leur faire éclater le crâne contre le tronc des arbres et ensuite manger leur cervelle encore tiède. Parfois, les soldats font jouer les enfants et ils jettent une grenade au milieu du groupe. (...) Beaucoup sont tués à coups de machette... Les soldats retirent les fèces palpantes de leurs victimes puis ils les mangent comme mets exquis. »

Selon une religieuse qui s'occupe de réfugiés au Mexique, des militaires auraient obligé une jeune femme du village de Tacana, enclavé, à manger certaines parties du corps de son mari. « Quand son enfant est né, elle voulait le tuer, a déclaré la religieuse. Nous avons dû l'enfermer dans un asile. Les médecins pensent qu'elle est incurable. »

Le 17 juillet 1982, les habitants du village de San-Francisco, dans le département de Huehuetenango, ont été massacrés. Trois cent cinquante sont morts, douze seulement ont survécu, dont dix parce qu'ils n'étaient pas là. L'un des deux survivants ayant assisté au massacre raconte : « Il y avait environ six cents soldats. Ils ont enfoncé les hommes dans le tribunal et les femmes et les enfants dans l'église. Vers 11 heures, nous avons entendu des coups de feu et des cris. Puis, par la fenêtre, nous les avons vu sortir les

vivants et les emmener par petits groupes. De nouveau, nous avons entendu des cris mais pas de coups de feu. Ils ont dû les tuer au couteau... Vers 1 heure, ils en eurent fini avec les femmes et les enfants. Vers 3 heures, ils s'en sont pris aux hommes. Ils les firent sortir du tribunal pour les tuer dans la cour. Un soldat est resté planté à regarder un homme. Il était mort, le pauvre. Il s'est laissé tomber sur lui et lui a ouvert la poitrine. Il a sorti le cœur. Je n'en ai pas supporté plus. Je ne sais pas ce qu'il en a fait. Je ne sais pas s'il l'a mangé ou s'il l'a emporté. Je ne sais pas... »

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

LES CINQ PARTIS MAJORITAIRES, regroupés au sein de la Multipartite, ont adopté mercredi 2 février, à Buenos-Aires, une déclaration demandant aux militaires de restituer le pouvoir avant le 12 octobre. Ils exigent que soit fixé un calendrier de retour à la démocratie, la levée de l'état de siège, la normalisation de la vie syndicale, la recherche dans le cadre de la médiation du pape d'une solution au litige du détroit de Beagle, et un éclaircissement sur la déroute de la guerre des Malouines. — (A.F.P.)

Chili

PLUS D'UN MILLIER DE SYNDICALISTES ont réclaté, le mercredi 2 février, dans une lettre ouverte au général Pinochet, la tenue d'un référendum national sur le maintien du régime militaire. Ils affirment dans ce document que la responsabilité de la grave crise économique, politique et sociale échoit « exclusivement au gouvernement ». Un quart de la population chilienne active est actuellement touchée par le chômage. — (A.F.P.)

Chine

LA TROISIÈME SERIE DE NEGOCIATIONS SINO-INDIENNES S'EST ACHEVÉE, mercredi 2 février, à Pékin, sans que les deux parties soient parvenues à apaiser le différend frontalier qui les oppose depuis plus de vingt ans. « Des divergences majeures subsistent », a-t-on indiqué dans les milieux proches de la délégation indienne. Pour sa part, l'agence Chine nouvelle a qualifié l'attitude des deux pays de « positive ». — (A.F.P.)

Egypte

LE PROCUREUR DU TRIBUNAL DE L'ÉTHIQUE a demandé, mercredi 2 février, à la cour de « faire preuve du maximum de sévérité » et de « refuser toute clémence » à l'égard de M. Esmat El Sadate, frère de l'ancien président égyptien Anouar El Sadate, jugé depuis le 27 novembre dernier en même temps que ses deux épouses et ses quinze enfants. La sanction maximale du « tribunal de l'éthique » est « la privation de la liberté d'opinion pendant cinq ans et l'emprisonnement préventif » pendant un an. Le tribunal peut également déferer le dossier devant la justice pénale, ce qui ouvrirait la voie à un autre procès. — (A.F.P.)

Grande-Bretagne

DEUX LETTRES PIÉGÉES adressées à l'ambassade d'Union soviétique, à Londres, et au magazine *Soviet Weekly* ont été désamorçées par la police britannique, a annoncé Scotland Yard, mercredi 2 février. Ces lettres, contenant des engins incendiaires, étaient identiques à celles envoyées le mois dernier aux bureaux de l'Aéronautique et de l'Intérieur, à Londres. Cet acte avait été revendiqué par une organisation déclarant s'appeler « Ligue de défense juive ». — (A.F.P., A.P.)

El Salvador

DURS COMBATS DANS L'EST DU PAYS

Les insurgés auraient volontairement évacué la ville de Berlin

La radio du Front Farabundo Martí de libération nationale (F.M.L.N.) a annoncé, mercredi 2 février, que ses unités avaient évacué volontairement la ville de Berlin, dans le département d'Usulután. La cité avait été occupée lundi par les insurgés après trente-six heures de durs combats. La plupart des trente mille habitants de cette ville importante de l'est du Salvador avaient fui pendant les affrontements, qui auraient fait plusieurs dizaines de victimes, civiles et militaires.

Aucune confirmation officielle n'a été obtenue sur l'évacuation de Berlin par les rebelles, mais de fortes concentrations de troupes régulières se dirigeaient vers la ville mercredi. Ces troupes ont été retirées du département du Morazan, où le haut commandement développe depuis deux semaines une vigoureuse contre-offensive pour récupérer les localités occupées dans cette région proche du Honduras par les insurgés du F.M.L.N.

Le général Garcia, ministre salvadorien de la défense, n'a pas caché sa préoccupation, mercredi, au

cours d'une conférence de presse, devant la tournure prise par la situation militaire. Il a confirmé que l'armée se préparait à lancer de nouvelles actions pour reprendre la ville de Berlin, considérée comme un centre économique important et dont l'occupation menaçait le trafic entre la capitale, San-Salvador, et tout l'est du pays. Un porte-parole militaire a admis que la prise de Berlin par les insurgés était « la plus importante action de la guérilla depuis trois ans ».

Le porte-parole a affirmé que la lutte « était dure » dans le Morazan, où des bataillons d'élite formés aux États-Unis ont été engagés pour défendre la capitale du département, San-Francisco-Gotera. Mais il a

ajouté qu'une « grande partie » du département avait été « pacifiée ». Un communiqué officiel précise que deux cent vingt guérilleros ont été tués dans le Morazan en deux semaines de combats et que sept camps rebelles ont été occupés. Quatre cliniques de campagne ont été découvertes. L'armée affirme avoir repris seize localités, dont la ville de Perquin. Seize soldats réguliers auraient été tués.

On a appris encore de source militaire à San-Salvador, mercredi, que deux mille hommes venant du golfe de Fonseca (région limitrophe avec le Honduras et le Nicaragua) auraient débarqué sur la côte salvadorienne. La provenance de ces deux mille hommes n'est pas connue. — (A.F.P., Reuters, A.P., U.P.I.)

Etats-Unis

Des camionneurs grévistes qui ont recours aux grands moyens

De notre correspondant

Washington. — Il n'est pas très prudent ces jours-ci de circuler en camion sur les routes américaines. On risque d'être atteint d'une pierre, d'un bouillon, voire d'une balle de revolver. Depuis le début de la semaine, des incidents de ce genre ont été signalés dans une trentaine d'Etats. Bilan provisoire : un mort, vingt-sept blessés, plus de trois cents véhicules endommagés.

Les agressions coïncident avec une grève des « camionneurs indépendants », commencée le lundi 31 janvier. Ceux-ci protestent contre une nouvelle taxe sur l'essence de 5 cents par gallon (9 centimes français par litre) visant à financer une reconstruction du système routier et, par le fait même, à lutter contre le chômage. Ce syndicat affirme représenter trente mille camionneurs, soit 6 % de la profession. La puissante Teamsters Union, qui compte, elle, 1,7 million de

membres, est opposée à la grève. Qui lance des projectiles et tire des coups de feu ? Aucun groupe ne revendique les agressions. Des appels au calme sont lancés de toutes parts. Mais il est difficile de ne pas voir dans ces incidents une tentative d'intimidation des non-grévistes, car l'arrêt de travail est peu suivi. Les teamsters ont toujours compris dans leurs rangs — et même parmi leurs dirigeants — des adeptes de la violence. Cette fois, ils semblent en être les victimes. La grève qui secoue la profession ne contribue pas à calmer les esprits. Compte tenu de la diminution du volume des marchandises transportées, le grand syndicat a dû accepter des concessions salariales. Cela lui vaut critiques et sarcasmes de la part des « indépendants », qui essaient de jouer sur l'individualisme des camionneurs.

R. S.

UNE LETTRE DU TRIBUNAL DES PEUPLES A JEAN-PAUL II

« Ce sont les plus pauvres qui sont victimes du génocide »

Le Tribunal des peuples, qui a déjà délibéré sur les situations en Afghanistan, au Zaïre et au Salvador, s'est réuni du 27 au 31 janvier à Madrid pour étudier le cas du Guatemala. A l'issue de cette réunion, présidée par l'Américain George Wald, prix Nobel de médecine, il a adressé à Jean-Paul II la lettre suivante :

Les membres du Tribunal international des peuples, réunis à Madrid pour une session sur le Guatemala, ont pris connaissance de la situation dramatique du peuple de ce pays, que vous avez l'intention de visiter dans quelques semaines. Ils ont reçu d'innombrables témoignages concernant les massacres, qui, depuis 1954, mais à un rythme plus accéléré encore durant les dernières années, ont fait des dizaines de milliers de victimes, surtout parmi les populations indigènes et sur la manière brutale et révoltante dont le gouvernement militaire actuel mène la répression.

Ce qui a tout particulièrement frappé les membres du Tribunal est le fait que cette violence atroce et inhumaine s'exerce de plus en plus contre des communautés paysannes indigènes. Celles-ci, organisées dans un esprit de solidarité mutuelle, souvent sous la direction de catéchistes, essaient de faire face à l'extrême pauvreté qui les atteint et de résister contre les agressions dont elles font l'objet. Des villages entiers, avec femmes, enfants, vieillards, ont été exterminés, après que ces derniers aient été soumis à des tortures indescriptibles. C'est l'image même de l'homme qui est outragé au Guatemala.

Les accents de stupeur angoissée que nous avons recueillis pendant trois jours, provenaient de mères à qui on avait arraché leurs enfants,

d'épouses qui avaient vu mourir leurs maris, souvent sous la torture, de jeunes filles qui avaient été outragées, de pauvres paysans pourchassés comme des animaux nuisibles. Beaucoup de ces témoins étaient des chrétiens imprégnés des valeurs de l'Evangile, et certains d'entre eux étaient liés à des activités d'Eglise.

Le Tribunal a également été informé sur l'implacable exploitation du peuple du Guatemala, à la fois par des intérêts économiques locaux et extérieurs, et sur l'appui militaire, politique et policier que donnent plusieurs gouvernements étrangers au régime guatémaltèque, principalement celui des Etats-Unis, sans lequel ce régime ne pourrait pas survivre.

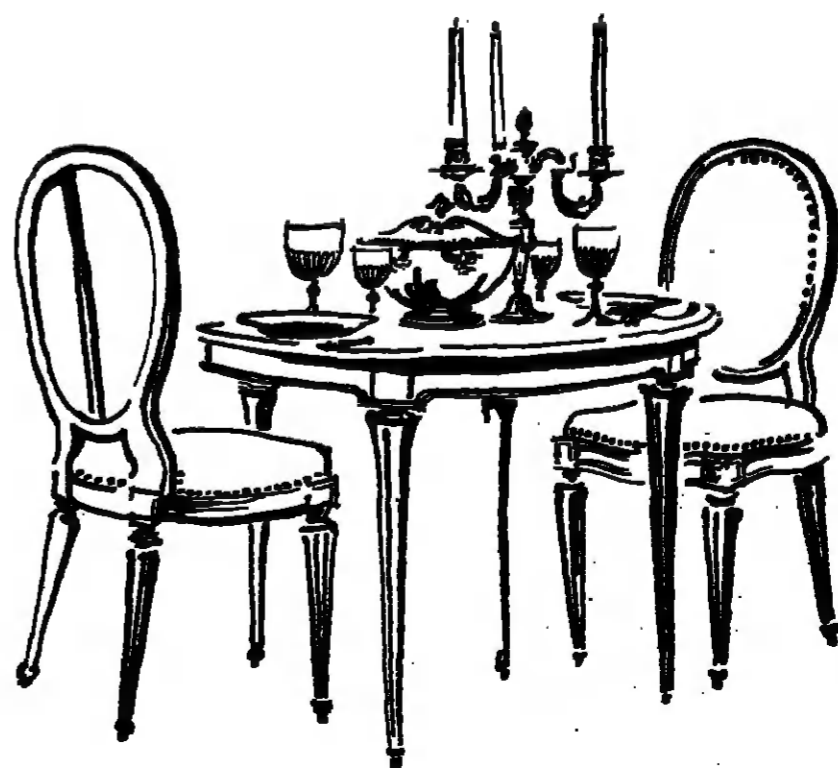
Face à ces injustices criantes, face à ces atrocités érigées en système de gouvernement, face à l'indéfectible souffrance des populations indigènes, face aussi à l'assassinat et à l'expulsion de dizaines de prêtres et de religieuses, de centaines de catéchistes et de nombreux pasteurs et missionnaires protestants, face enfin à l'utilisation d'arguments religieux pour légitimer l'oppression et les massacres, les membres du Tribunal souhaitent que le pasteur universel de la communauté catholique ne se contente pas seulement de condamner la violence, mais qu'il aie la lucidité et le courage prophétique de dénoncer les causes de l'exploitation et de la mort et d'en stigmatiser les auteurs. Ils souhaitent en particulier qu'il se solidarise avec les plus pauvres, les Indiens, qui subissent aujourd'hui les effets d'une politique génocidaire. Ils espèrent enfin que sa présence au Guatemala sera un message d'espoir pour tous ceux qui, motivés par leur foi chrétienne, portent dans leur chair le poids d'une lutte cruelle pour la justice.

SOBERA
GROUPE SAINT-GOBAIN

nous savons traiter les ordures ménagères et leur faire restituer leur énergie

Du 21 janvier au 12 février
Exposition ameublement décoration

*“Les Tables
Mailfert-Amos
reçoivent...”*



Chez Marc Barroux

Architecte décorateur - 6, avenue d'Eylau - Paris 16^e

du lundi au samedi de 10 h à 12 h et de 14 h à 19 h

JP 11 150

AMÉRIQUES

Bolivie

Front populaire sur l'Altiplano

III. - Une révolution morale

De notre envoyé spécial CHARLES VANHECKE

Le gouvernement d'union populaire de M. Siles Zuazo a passé son premier cap difficile, en mettant en œuvre un plan d'austérité draconienne sans rencontrer d'opposition de la part de la classe ouvrière. Mais la lutte contre le trafic de drogue est plus malaisée, les planteurs de coca échappant pratiquement à tout contrôle dans la principale zone de culture, le Chaparé (le Monde des 2 et 3 février).

La Paz. - Ce qui nous choque le plus dans ce gouvernement, c'est la présence de communistes. Aux ministères qu'ils occupent, ils peuvent manœuvrer le monde ouvrier, et conquérir des postes-clés dans l'administration publique.

Ce langage était tenu en décembre dernier à La Paz, mais il aurait pu l'être à Paris. Il y avait eu effet - et il y a toujours - une certaine similitude entre les gouvernements de « front populaire » des deux pays. En Bolivie, les ministres communistes ont cohabité jusqu'au 20 janvier avec des hommes qui, certes, ne portaient pas l'étiquette socialiste, mais qui appartenaient à des formations assez comparables au P.S. français. Ils étaient minoritaires, eux aussi, mais détenaient des portefeuilles importants : le travail et les mines, celles-ci constituant, avec le pax, la principale richesse du pays. Ils les ont conservés dans le nouveau cabinet formé le 31 janvier. Malgré le départ d'un des trois partis de la coalition, la comparaison entre Paris et La Paz reste amplement valable.

M. Siles Zuazo, qui se situe dans la gauche modérée, a fait, en appelant le P.C. au pouvoir, un calcul assez voisin de celui de M. Mitterrand : il veut éviter avoir les communistes « dedans » que « dehors ». Leur participation permet de contrôler les revendications ouvrières et facilite l'application de « plans de rigueur ».

Que l'interlocuteur, cité au cours de cet article, M. Cro Humboldt, ne soit pas convaincu par un tel raisonnement, comment s'en étonner ? Il est député d'une formation qui se trouve aujourd'hui dans l'opposition. Que cette formation s'appelle Mouvement nationaliste révolutionnaire (M.N.R.), comme celle qui préside M. Siles Zuazo, tient à la complexité et à l'ambivalence de la vie politique bolivienne, et à ses titres souvent trompeurs.

Au départ, il n'y avait qu'un seul M.N.R., celui qui, avec MM. Paz Estenssoro et Siles Zuazo, fit la révolution de 1952. Mais l'évolution à droite du mouvement et la rivalité croissante entre les deux hommes conduisirent M. Zuazo à faire dissoudre et à fonder un M.N.R. « de gauche » (M.N.R.L.), tandis que le vieux parti resta sous la houlette de M. Paz Estenssoro prit le qualificatif d'« historique ».

Des démocrates fluctuants

C'est ce dernier parti qui participa en 1971 au putsch du colonel Banzer, devenu ensuite général, et qui collabora pendant trois ans avec lui au gouvernement. M. Humboldt fut alors ministre. Il ne fut ni le premier ni le dernier démocrate bolivien à jurer utile, une fois au moins dans sa carrière, de s'allier avec des militaires hostiles à la démocratie. Jusqu'à un jour où, comme il le dit lui-même, il ne se sentit plus « compatible » avec le régime des colonels, et demanda, avec M. Paz Estenssoro, le retour des civils au pouvoir.

Maintenant que la démocratie est rétablie, M. Humboldt est toujours dans l'opposition. Il s'y trouve même en compagnie de son général Banzer contre qui il complota il y a huit ans, après avoir gouverné avec lui, et qui, en retour de l'armée, dirige un parti, l'Action démocratique nationaliste, où se retrouve une bonne partie de la droite. Et le MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire), qui a beaucoup contribué à la déroute du régime militaire, en « travaillant » les secteurs légalistes de l'armée, a rejoint il y a quelques jours les opposants du droit à M. Siles Zuazo, après avoir fondé avec lui l'Union démocratique populaire, gouverné un peu plus de quatre mois avec lui, et alors que son principal dirigeant, M. Paz Zamora, est toujours vice-président de la République, poste qu'il conserve, dit-il, parce qu'il le tient du suffrage universel. L'histoire bolivienne est riche en retournements et en contradictions de ce genre.

Pressions américaines

M. Humboldt n'est pas le seul à critiquer la présence de communistes à la tête d'importantes ministères. L'ambassadeur des États-Unis à La Paz, M. Edwin Carr, a exercé bien des pressions sur M. Siles Zuazo, quand il était encore en exil à Lima, pour le « dégoûter » d'un tel compagnonnage. « Si les Américains se sont permis de critiquer l'entrée de communistes dans le gouvernement Mauroy, vous pouvez imaginer ce qu'ils ont pu nous dire », confie un homme politique de La Paz. Le chef du M.N.R.L. a tenu bon, mais les pressions ont continué, si l'on en croit son parti, qui a publié au début de janvier un communiqué accusant l'ambassade américaine de comploter contre le gouvernement d'Union populaire. Selon ses adversaires, le P.C. au pouvoir fait peser une menace sur

l'économie, en poussant à une extension du secteur public et en voulant imposer des restrictions au capital étranger. Mais ceux qui ont été ses alliés jusqu'à la mi-janvier ne croient guère à une telle menace. « Les communistes sont très prudents. Sur le rôle du secteur public et du capital étranger, ils sont, comme nous, partisans du statu quo », affirme M. Antonio Arribas, secrétaire général du MIR. Celui-ci craignait d'ailleurs, quand des mesures d'austérité ont été adoptées, un « double jeu » du P.C. : solidarité avec le reste du gouvernement pour décréter de telles mesures... et au côté des syndicats ouvriers pour les combattre.

En réalité, il y a eu dès le départ un risque pour l'U.D.P., il ne venait pas du P.C., mais de la concurrence entre les deux partis-piliers de la coalition : le M.N.R.L. et le MIR, qui sont si proches qu'ils ne peuvent songer qu'à fusionner, ou à s'éliminer réciproquement.

Le premier fait souvent penser à la vieille S.F.I.O., par son habileté manœuvrière et son « clientélisme ». Les « ministres » ont, eux, une certaine parenté avec M. Rocard. Comme lui, ils possèdent des compétences économiques, voire techniques reconnues. Comme lui aussi, ils affichent un réformisme à mi-chemin entre le socialisme et la gauche radicale. Ils étaient très influencés par le trotskisme et par la guérilla du « Che » quand ils ont fondé leur parti, en 1971. Ensuite, ils ont évolué et reconnu que la révolution de 1952, qu'ils considéraient auparavant comme un « accident historique », bien qu'elle ait nationalisé les mines et fait une réforme agraire, devait être le point de départ de tout effort de « reconstruction nationale ».

« La révolution de 1952 n'est pas terminée, il faut la mener à son terme », dit M. Arribas. Notre première tâche, c'est de reconstruire l'État, car il est délogé. Et cela ne peut se faire que dans la démocratie, une démocratie adaptée à la réalité de notre pays.

Bien avant de quitter les six ministères qu'il occupait, le MIR critiquait la façon dont fonctionnait la coalition au pouvoir. Ce que disait même prévoir son éclatement : « Pour les gens du M.N.R.L., nous sommes de simples compagnons de route. Pour le P.C., la coalition est un très classique front populaire. C'est déjà un miracle que nous ayons réussi à gouverner pendant quelques mois. L'union de la gauche est une expérience tout à fait inédite en Bolivie ».

Et puis, le MIR considérait comme une trahison le fait que les partis de l'U.D.P. se soient accordés des « tranches » de pouvoir, et aient fait des ministères qu'ils occupaient des fiefs inaccessibles au voisin. Cette erreur-là, l'Union populaire de Salvador Allende l'avait commise, elle aussi, et cela lui avait coûté cher. Le MIR estime qu'elle a conduit sa réplique bolivienne à l'incohérence, donc à l'inefficacité dans l'action gouvernementale, et à l'adoption, dans le choix des hommes, de critères partisans.

Le conflit a éclaté à propos du ministre de l'Intérieur, poste éminemment politique, comme en France, et l'une des hermines attribuées au M.N.R.L. Les « ministres » ont d'abord sollicité - en vain - d'exercer un droit de regard, puis ils ont demandé le remplacement du ministre, qu'ils accusent d'incompé-

tence dans la chasse aux paramilitaires et aux trafiquants de drogue. Comme ils ne l'ont pas obtenu, et qu'ils avaient mis toute leur autorité dans l'affaire, ils ont démissionné du gouvernement : du moins c'est l'explication qu'ils ont donnée de leur départ.

Une hantise : le Chili

Un autre danger guette l'U.D.P. : l'opposition du Parlement. L'Union démocratique populaire n'a obtenu qu'une majorité relative aux élections locales organisées dans le pays, le 29 juin 1980. Elle est minoritaire au Congrès. Or, là aussi, la gauche bolivienne se souvient de ce qui s'est passé, il y a maintenant dix ans, au Chili. Comme l'U.D.P., l'Unité populaire n'était majoritaire ni au Parlement ni dans le pays. Ses adversaires ont profité de la situation pour mener au Congrès un travail de sape contre Allende et ses ministres.

Sans doute les projets politiques et les circonstances ne sont-ils pas les mêmes à La Paz, aujourd'hui, qu'à Santiago. M. Siles Zuazo ne prétend pas introduire le « socialisme » dans le pays. Jusqu'à présent, l'opposition n'a pas engagé le fer contre lui. Mais le MIR, quand il était encore au pouvoir, avait préféré prendre les devants, pour éviter un blocage comparable à celui que produisit la rupture entre l'Unité populaire et la démocratie chrétienne chilienne : il a négocié avec le M.N.R. de M. Paz Estenssoro et le parti de M. Banzer non seulement la composition des bureaux des deux Chambres, mais aussi certaines nominations importantes, qui, en Bolivie, sont du ressort parlementaire, comme celle du contrôleur général de la République ou celles des juges de la Cour suprême (1).

De telles précautions ne sont, certes, pas inutiles dans un pays où il n'en faut pas beaucoup pour jeter les hommes politiques dans les bras des militaires, et les encourager à faire un putsch.

La nouvelle démocratie bolivienne n'a que quelques mois d'existence. Un mot revient souvent à la caractériser : celui de « moralité ». Les ministres de l'U.D.P. se sont efforcés, jusqu'à présent, de changer l'image que les Boliviens ont traditionnellement de leurs dirigeants : « Siles Zuazo a de grands principes moraux, ce qui n'est pas négligeable », reconnaît M. Cro Humboldt, qui est pourtant l'un de ses adversaires. Cela ne signifie pas, évidemment, que tous les cadres de l'U.D.P. soient comme leur président.

C'est aussi de la « moralité » que les communistes disent vouloir introduire dans les entreprises publiques - « femmes » dans le langage local. Quand nous avons demandé à M. Simon Reyes, dirigeant du P.C., ce que son parti allait changer à la Comibol, la compagnie minière de l'État, il a répondu : « Nous n'allons rien bouleverser. Nous essaierons seulement de faire une gestion plus honnête ».

Si le P.C. y parvenait, si l'U.D.P. réussissait à « moraliser » la vie publique, une moitié de la révolution dont le Bolivie a besoin serait accomplie.

FIN

(1) C'est la Cour suprême, dont le siège est à Sucre, qui doit statuer sur la demande d'extradition de Klaus Altmann-Barbie présentée par l'Allemagne fédérale.



EL AL REPREND L'AIR

C'est en EL AL, nouveau, encore mieux adapté aux besoins de sa clientèle qui redécouvre de Paris, de Marseille, pour relier...
Tel Aviv en direct. Découvrez des tarifs encore plus accessibles, encore plus avantageux qu'hier et des produits touristiques qui répondent bien aux besoins des voyageurs. Consultez votre agence de voyages ou l'Office National Israélien de Tourisme.

ISRAEL, ALLEZ-Y EL AL

EL AL

Office National Israélien de Tourisme
14, rue de la Paix
75002 PARIS Tél. 287.81.87

24, bd des Capucines
75009 PARIS Tél. 742.43.19

41, La Chaux-de-Fonds
12001 MONTREUIL Tél. (01) 48.97.30

février!

un mois exceptionnel pour l'achat de votre PEUGEOT ou TALBOT



Le meilleur prix - le meilleur service

NEUBAUER

M. GÉRARD 821.60.21

LE NOUVEL ECONOMISTE

SAVOIR POUR DÉCIDER, MAÎTRISER POUR AGIR.

Une interview exclusive de G. Shultz

Sortir de la crise mondiale: LE PLAN SHULTZ

Qui est George Shultz ? Comment le "Premier Ministre" de Ronald Reagan est-il arrivé à redonner confiance aux industriels américains ? Quelle est sa politique de relance de l'économie occidentale ? Taux d'intérêts, inflation, Europe, Japon... Ses réponses nous concernent directement. Une grande enquête sur la santé des États-Unis en ce début d'année et la première interview de George Shultz. Pour mieux comprendre comment sortir de la crise.

Au même sommaire :

Le dur métier d'artisan : plus de deux millions de personnes, 400 milliards de chiffre d'affaires c'est-à-dire deux fois l'agriculture ou six fois la sidérurgie ! Qui sont-ils, où vont-ils ? Comment et pourquoi être artisan en 83 ?

Vendredi chez votre marchand de journaux

L'Irish Moon du Prince de Galles : à découvrir très rapidement

Roger et son équipe au bar, à 18 h : Daniel Kandyoti au piano. Hôtel Prince de Galles (un hôtel Inter-Continental) 83, avenue George-V Paris 8

VENTE AU DETAIL
tapis IRAN
ORIENT
PRIX DE GROS
maison
de l'iran
225.62.90
65, Champs-Élysées
15, prom. des Anglaises-Nice

ECHANGEZ VOS TITRES DES SOCIÉTÉS NATIONALISÉES. Avant le 11 février 1983.

Si vous détenez des titres nationalisés par l'État, vous pouvez les échanger avant le 11 février 1983 contre des obligations de la Caisse Nationale de l'Industrie et de la Commerce Nationale des Banques.

Jusqu'à cette date, il vous sera payé en espèces :
- d'une part le capital initial, c'est-à-dire la valeur nominale des titres, y compris les dividendes et les intérêts non payés.
- d'autre part les intérêts arriérés du 1^{er} juillet 1982 (815,61 F pour une obligation de 5.000 F);
- les intérêts semestriels du 1^{er} janvier 1983 (399,81 F pour une obligation de 5.000 F).

Si vous détenez ce droit, vous pouvez toujours échanger vos actions et recevoir les intérêts courus, mais conformément à la loi, vous ne pourrez plus vous faire rembourser le capital.

Échangez vos actions des sociétés nationalisées aux guichets des banques, agents de change ou comptables du Trésor.

1983 ÉLECTIONS MUNICIPALES

AIX-EN-PROVENCE

L'affaire Joissains attise les rivalités entre l'U.D.F. et le R.P.R.

De notre correspondant régional

Aix-en-Provence. — La possible inculpation de M. Alain Joissains, maire (U.D.F., rad.) d'Aix-en-Provence, dans une affaire de fausses factures (Le Monde des 28 et 29 janvier), a créé une situation confuse dans les rangs de l'opposition locale. Alors que M. Joissains continue à protester de son innocence et entend solliciter le renouvellement de son mandat, le R.P.R. a repris sa liberté d'action pour tenter de « sauver la mairie » en constituant une nouvelle liste.

Dès le 28 janvier, M. Charles de Peretti, conseiller général R.P.R. d'Aix-Centre et deuxième adjoint de la municipalité sortante, a lancé un appel à « tous ses amis naturels de l'U.D.F. et du CNIP » pour qu'ils se regroupent autour de sa candidature. Cette initiative faisait suite à une réunion organisée le matin même par M. Joissains à son domicile et au cours de laquelle le maire d'Aix-en-Provence avait fait part à ses principaux colistiers de son intention de se retirer de la compétition pour pouvoir plus aisément se défendre des accusations portées contre lui. M. Joissains avait suggéré que la liste d'opposition soit dirigée par l'un de ses adjoints, M. Jean-Pierre Peretti della Rocca, conseiller général (U.D.F.) d'Aix-Nord, sans aucun changement de candidat.

Après avoir participé durant le week-end au congrès du parti radical à Issy-les-Moulineaux (Le Monde

du 1^{er} février), le maire d'Aix-en-Provence a réexaminé sa position. Au cours d'une conférence de presse le 1^{er} février il a affirmé qu'il maintenait « tout ce qu'il arrive » sa candidature. Mais la lutte pour sa succession est déjà engagée entre le R.P.R. et l'U.D.F. Les négociations entre les représentants des deux principales composantes de l'opposition pour la constitution d'une liste commune ont semblé s'être effondrées.

L'U.D.F., qui ne se résigne pas à abandonner au R.P.R. une ville aussi importante qu'Aix-en-Provence (125 000 habitants), pourrait être tentée de se rallier à la candidature de M. Dominique Gajon, secrétaire général du CNIP du pays d'Aix, qui a annoncé depuis plusieurs semaines qu'il conduirait une liste intitulée « Aix d'abord ».

L'U.D.F. pour sa part ne dispose pas de candidat susceptible de s'opposer avec succès à M. de Peretti. Présent, M. Jean-François, maire (P.R.) de Trets, a refusé préférentiellement de se maintenir dans sa commune.

M. Joseph Comiti, ancien ministre (R.P.R.) a décidé d'apporter son « total soutien » à M. Charles de Peretti en critiquant vivement l'attitude de l'U.D.F. « Nous avons l'intention de sortir nos griffes. Nous souhaitons un accord, mais, si nos partenaires ne veulent pas s'entendre avec nous, il y aura une première », a-t-il déclaré.

GUY PORTE.

Le Club de l'Horloge dénonce les dangers du « socialisme municipal »

Le Club de l'Horloge a organisé à Paris, mardi 1^{er} février, un séminaire politique sur le thème : « Une stratégie municipale pour l'opposition ».

M. Jean-Yves Le Gallou, secrétaire général du club et membre du comité directeur du P.R., s'est efforcé de mettre en évidence les similitudes entre les règles du jeu de go et ce qu'il appelle « la stratégie marxiste ». Il explique que, dans le jeu chinois, chaque joueur essaie, avec ses pions, d'encercler le maximum de territoires et d'assurer ainsi son hégémonie. Selon lui, la démarche des partis socialistes et communistes, ces dernières années, s'est inspirée de cette stratégie alors que, selon lui, l'ancienne majorité « calculait la sienne sur le jeu de l'échec ».

L'ancienne majorité, explique-t-il, remportait jusqu'en 1981 les élections déterminantes, législatives et présidentielles, qui lui donnaient le pouvoir central. Les partis se mobilisaient à cette occasion puis rentraient en sommeil. En revanche, le P.S. et le P.C., s'ils perdaient les élections nationales, remportaient les élections locales et occupaient peu à peu tous les points du territoire jusqu'à ce que le pouvoir d'Etat tombe entre leurs mains en mai et juin 1981. C'est ainsi que, depuis 1977, 70 % des villes de plus de trente mille habitants sont sous contrôle socialiste-communiste.

M. Le Gallou invite l'opposition à adopter cette stratégie. Il conclut : « Par leur situation de carrefour de pouvoir, par les relations multiples qu'elles entretiennent avec l'Etat et ses différentes administrations, avec

les syndicats d'obédience marxiste et les comités d'entreprise qu'ils contrôlent, les communes socialo-communistes jouent un rôle-clé dans la stratégie d'encerclement menée par le P.S. et le P.C. contre leurs adversaires de l'opposition républicaine ».

M. Yves Blot, président du Club de l'Horloge et membre du comité central du R.P.R., souligne notamment que les communes gagnées par l'opposition pourraient devenir « des lieux de résistance légale à la volonté de socialisation du pouvoir central ».

M. Jacques Tonbon, député (R.P.R.) de Paris, dénonce « les dangers du socialisme municipal ». « Dans les cinq dernières années, note-t-il, les municipalités socialistes et communistes ont (...) exercé une emprise idéologique et politique sur la population ; elles ont ramené en cause une liberté fondamentale : la liberté de choisir, que ce soit dans le domaine économique, social ou culturel ».

M. Laurent Wetzel, professeur d'histoire et candidat de l'opposition à Sartrouville dans les Yvelines, s'élève aux « périls du déracinement », qui entraînent, selon lui, « la déliquance et la marginalisation ». Il explique notamment : « Les municipalités communistes ont toutes suscité la construction de grands ensembles locaux (...) la médiocre qualité de la vie y suscite la révolte contre la société. Le parti communiste devient la communauté de substitution ».

C. F.-M.

VAR : socialistes et communistes se rejettent la responsabilité d'un désaccord persistant à Toulon

Au terme de sept séances de négociations, socialistes et communistes n'ont pu parvenir à un accord définitif pour la constitution d'une liste d'union qui sera conduite par M. Guy Darbec, député (P.S.) de la troisième circonscription. La section socialiste de Toulon a décidé de solliciter l'arbitrage des instances nationales du P.S. Les deux partenaires se rejettent la responsabilité de ce désaccord persistant alors que l'opposition de son côté a réalisé l'union autour du maire sortant (P.R.), M. Maurice Arrêtché.

De notre correspondant régional

Toulon. — En application de l'accord national P.S.-P.C., la liste d'union de la gauche à Toulon devrait comprendre vingt-six socialistes, vingt communistes et treize personnalités ou représentants d'organisations extérieures (M.R.G., gaullistes populaires, jobéristes, P.S.U.). Les divergences portent d'une part sur l'ordre de présentation des quatorze premiers candidats — c'est-à-dire ceux en position d'être élus à la proportionnelle en cas de victoire de l'opposition — et d'autre part sur la deuxième place que le P.C. revendique pour M^{me} Danièle de March, conseillère générale de Toulon et vice-présidente de l'Assemblée des Communautés européennes. Sur le premier point, les socialistes proposent que deux représentants de la troisième composante figurent « en toute logique arithmétique » dans le haut de la liste, alors que le P.C. n'en admet qu'un seul — au quatorzième rang — et réclame une place supplémentaire pour lui-même.

En ce qui concerne la deuxième place sur la liste, pour le P.S., qui la réserve à une parlementaire européenne socialiste, M^{me} Yvonne Theobald-Paoli, elle n'est pas négociable puisque, en cas de victoire de la majorité, « le maire et le premier adjoint doivent appartenir à la même formation politique ». Le P.C. a renoncé à revendiquer le

poste de premier adjoint dont il avait pourtant fait, en décembre, le thème d'une campagne d'affichage sur les murs de la ville. Mais il persiste à vouloir obtenir une position éminente pour M^{me} de March en faisant valoir que celle-ci a conduit une liste d'union de la gauche en 1977 à Toulon — avec des socialistes dissidents — et qu'elle est le seul élu de gauche de la ville au conseil général du Var. Le ton se cesse de monter et de part et d'autre, on s'accuse d'adopter « une stratégie de la défiance », sans pour autant renoncer à l'espoir d'un « bon accord ».

« Nous avons fait des propositions constructives », affirme M^{me} de March. Notre sentiment est que ce blocage est artificiel. La population toulonnaise veut l'union comme nous la désirons nous-mêmes. Mais la liste perd du temps et de la crédibilité. « Le temps presse, lui fait écho M. Darbec. Un accord, cela peut s'affiner. Notre ambition est de gagner avec un bon programme municipal et l'addition de toutes les forces de progrès. » Au cas où le comité directeur du P.S. trancherait en faveur des socialistes toulonnais, ceux-ci laissent entendre qu'ils pourraient prendre des initiatives pour placer leurs partenaires communistes au pied du mur.

G. P.

PROPOS MAJORITAIRES

M. MERMAZ : préparer une société socialiste

M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, est venu mercredi 2 février à Cligny (Hauts-de-Seine) soutenir M. Jacques Delors, tête de la liste d'union de la gauche ; il a notamment déclaré : « Quel chemin de la gauche ? Là où ils étaient (...) Nous n'allons tout de même pas les laisser léser à notre place le bicentenaire de la révolution. » Le député de l'Aisne a aussi affirmé : « Il ne faut pas essayer de se faire reconnaître par ceux qui ne nous reconnaissent jamais », ajoutant : « Nous sommes là pour préparer tous

ensemble une société socialiste. »

Le ministre de l'économie s., pour sa part, déplorait la « surenchère » à propos de la rigueur et dénonçait « la cacophonie des discours, des injures et des accusations malhonnêtes ». Parlant de l'union de la gauche, alors que M. Guy Schmaus, sénateur communiste, est le deuxième de sa liste, M. Delors a remarqué : « La droite ne rêve que de disputes entre communistes et socialistes ; elle en est pour son argent. »

L'Humanité : « les truqueurs »

L'Humanité datée du 3 février titre en première page : « Cas hommes sont dangereux », « leur programme : ramener la France un demi-siècle en arrière ». Sous ce titre figurent les photos de MM. Giscard d'Estaing, Chirac, Barre et Peyrefitte.

Dans ce même numéro, René Andrieu intitule son éditorial : « Les truqueurs » et précise : « (...) Pour tenter de séduire l'électorat perdu, ils se livrent à un double truquage, escamotant pudiquement leur bilan et mentant à propos de celui du gouvernement de gauche (...) ».

« Certes, nous ne perdons pas de vue que le chômage reste

une grave préoccupation, même s'il a commencé à diminuer dans les derniers mois de 1982. Mais s'il est des hommes qui devraient faire preuve d'un peu plus de retenue, avec ce qu'il traîne après eux, c'est bien l'équipe qui a été au pouvoir pendant le septennat giscardien. Un peu de pudeur, comme dit M. Chirac, qui en est si peu pourvu. On pense à d'ex-pensionnaires de maison close reconvertis dans la distribution des prix de vertu. Les prétentions de ces truqueurs sont hors de saison. La gauche, par son union, doit les mettre en échec. »

LA RÉVOLUTION INFORMATIQUE

POUR LA 1^{ère} FOIS L'INFORMATIQUE SOUS TOUTS SES ASPECTS

Un outil de référence et d'initiation 42,50 F EN LIBRAIRIE

HATIER



A TF 1 LA LITTÉRATURE AU PLACARD

UN APPEL POUR LUCE PERROT

Les soussignés viennent d'apprendre avec étonnement la suppression de la rubrique littéraire des journaux télévisés de TF 1 dirigée par Madame LUCE PERROT.

Tous connaissent la liberté d'esprit, la générosité, la compétence et la culture dont Madame LUCE PERROT fait preuve dans le cadre de son travail de l'information littéraire. Ils n'ignorent rien non plus des difficultés que la responsable de cette chronique a parfois rencontrées en interviewant certains d'entre eux dont les témoignages étaient particulièrement brûlants : ils lui savent gré de n'avoir jamais cédé à aucune espèce de pression.

Pour toutes ces raisons, la disparition de cette chronique est un événement grave qui ne

leur semble avoir aucune justification professionnelle et dont ils aimeraient être sûrs qu'elle n'est pas dictée par des considérations personnelles ou politiques. Ils s'étonnent donc que ni le président de la chaîne, ni la Haute Autorité de l'Audiovisuel, ni le ministre de la communication, ni celui de la culture n'aient encore rendu publics leurs sentiments à l'égard de cette étrange sanction frappant l'une de nos journalistes les plus ouvertes aux cultures française et étrangères.

Ils espèrent que ce silence sera très vite rompu et cette sanction très vite remise en cause. Ils forment le vœu le plus vif pour que Madame LUCE PERROT puisse retrouver le plus rapidement possible son rendez-vous hebdomadaire avec le public de TF 1.

Cet appel a été publié grâce à l'aide des signataires.
Henri Amoureux,
Jean Baudriard,
Hervé Bazin,
Simone Benmussa,
Lucien Bodard,
Michel-Antoine Burnier,
Marie Cardinal,

Tony Cartano,
Catherine Clément,
Pierre Daix,
Dominique Desanti,
Serge Doubrovsky,
Jean Dutourd,
Viviane Forester,
Marek Halter,
Jérôme Hesse,
Roger Ikor,
Eugène Ionesco,

Vladimir Jankielewitsch,
Marcel Jullian,
Henri Laborit,
Jean Lacouture,
Simone Lacouture,
Jacques Laurent,
Emmanuel Le Roy-Ladurie,
Bernard-Henri Lévy,
Edouardo Manet,
Edgar Morin,

François Nourissier,
Jean-Jacques Pauvert,
Michèle Perrein,
Michel Rachline,
Henry-François Rey,
Françoise Sagan,
Jean-Claude Simeon,
Philippe Sollers,
Pierre Sudreau,
Raymonda Tawil,
Jacob Timmerman,

Pour tout soutien à cette action, s'adresser à :
Anne CAROLE
48, rue Saint-Didier
75016 - PARIS

LE SEUL HEBDOMADAIRE ÉCONOMIQUE ET LITTÉRAIRE



55 QUESTIONS INÉDITES A J.-L. BORGES

- Guérilla et maquis dans le tiers monde : un dossier exceptionnel.
- Pinochet encore un effort : un rapport confidentiel du FMI.
- Exclusif : Caton contre la nouvelle droite, une libre opinion.

Chaque jeudi chez votre marchand de journaux 6 F.

POLITIQUE

A ROME

M. Chirac s'est rendu au Vatican et a été reçu par le président de la République italienne et le président du conseil

De notre envoyé spécial

Rome. — Délaissant quelques heures la campagne électorale, M. Jacques Chirac s'est rendu à Rome, mercredi 2 février, pour assister à la remise de la barrette par Jean-Paul II à Mgr Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, récemment créé cardinal en même temps qu'un autre Français, le R.P. Henri de Lubac, théologien, et que seize autres prêtres.

Quelques cinq cents diocésains de Paris avaient fait le voyage comme leur maire. Dans les premiers rangs de l'assistance où M. Jacques Chirac avait pris place, M. André Labarrère, ministre délégué chargé des relations avec le Parlement, représentait le gouvernement, et M. Jean-Claude Colliard, directeur du cabinet de M. Mitterrand, le chef de l'Etat. Bien que M. Labarrère ait connu Mgr Lustiger lorsque, à la Sorbonne, tous deux militaient à la Jeunesse étudiante chrétienne, la rumeur romaine laissait entendre que le gouvernement français avait décidé de se faire représenter par un ministre — et non, comme cela se faisait d'habitude par l'ambassadeur de France — uniquement pour ne pas laisser M. Chirac seul au Vatican ce jour-là.

Le président du R.P.R. a profité de sa visite à Rome pour avoir quelques entretiens politiques « au som-

mer ». Accueilli à l'aéroport par des représentants des ambassades de France à Rome et au Vatican, il s'est entretenu pendant plus d'une heure, au palais Chigi, avec M. Amintore Fanfani, président du conseil, qui lui a dédié son récent livre, *Le Capitalisme, la solidarité sociale et la participation*. Le maire de Paris a estimé qu'il avait « trouvé une large concordance de vues » avec son hôte, qui lui a exposé « les efforts lucides et fermes déployés par le gouvernement italien pour redresser une situation difficile caractérisée notamment par les dépenses excessives mises à la charge de l'Etat ».

M. Chirac a ensuite déjeuné en tête à tête, au Quirinal, avec M. Sandro Pertini, président de la République italienne. Après sa visite au pape le 13 décembre dernier, après son voyage aux Etats-Unis en janvier, avant d'autres déplacements envisagés en Allemagne, en Chine et au Japon, notamment, ce bref séjour à Rome tend à souligner la dimension internationale que M. Chirac souhaite se donner.

A. P.

NOMINATIONS MILITAIRES

Sur proposition de M. Charles Hernu, ministre de la Défense, le conseil des ministres du 2 février a approuvé les promotions et les nominations suivantes :

● **TERRE.** — Est nommé chef de la mission militaire française auprès du commandant en chef des forces alliées du secteur Centre-Europe, le général de division Yves Bardou.

● **AIR.** — Sont promus général de brigade aérienne, les colonels du corps des officiers de l'air Xavier Moreau et André Tessier.

● **GENDARMERIE.** — Est promu général de brigade, le colonel de gendarmerie Louis Moullé ; Est nommé sous-directeur de la logistique de la gendarmerie nationale à Paris, le général de brigade Jacques Chanard.

Le Monde des PHILATELISTES
L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

LA VISITE DU PREMIER MINISTRE EN GUYANE

M. Mauroy chez les Indiens Palikour

De nos envoyés spéciaux

Cayenne. — Les Indiens Wayanas de la région de Maripasoula cultivent avec la plus grande ferveur, sur les bords du Maroni, le souvenir de la fameuse messe de minuit célébrée le 24 décembre 1975 dans cette bourgade de 886 habitants située à la frontière du Suriname en présence de M. Jacques Chirac, le dernier premier ministre qui se soit rendu en Guyane.

Le sentiment de reconnaissance des autochtones s'était d'ailleurs exprimé au premier tour de l'élection présidentielle de mai 1981. Le président du R.P.R. avait nettement devancé ses concurrents en recueillant 216 suffrages. M. Valéry Giscard d'Estaing en avait obtenu 111 et M. François Mitterrand 26.

M. Pierre Mauroy devait se rendre, lui aussi, au cœur de la forêt amazonienne, jeudi matin 3 février, mais de l'autre côté du département, à la frontière brésilienne, sur les bords de l'Oyapock. Il y rencontrera les Indiens Palikour établis autour de la commune de Saint-Georges qui compte, selon les guides, 1 051 habitants « un mécanicien, une pompe à essence, un hôtel P.T.T. » et « une fête patronale la dernière semaine d'août ». Les citoyens locaux demeurent tout aussi chiraquiens que ceux de Maripasoula puisque le maire de Paris a obtenu à Saint-Georges 208 voix au premier tour du scrutin présidentiel, 143 s'étaient portées sur M. Giscard d'Estaing, 19 sur M. Mitterrand.

Après ce préambule touristique et une visite obligée au centre spatial de Kourou, le premier ministre en viendra à l'essentiel : manifester son soutien au parti socialiste guyanais dont la liste aux prochaines élections régionales est conduite par le député de la circonscription, M. Elie Castor, apparenté socialiste. Cette formation, qui prône l'autonomie dans une perspective indépendantiste espère tirer profit, lors du scrutin du 20 février, des mesures que M. Mauroy pourrait annoncer en faveur du département.

Un conflit social marquera la visite du premier ministre mais la solution de celui-ci dépend du conseil général et non du gouvernement. Faisant l'apprentissage de ses nou-

velles prérogatives, l'assemblée départementale présidée par M. Emmanuel Bellony (R.P.R.) s'est mise dans une position délicate à l'occasion des incidents survenus le 17 janvier à Saint-Laurent-du-Maroni entre les employés des ateliers départementaux de la sous-préfecture (en grève pour réclamer des augmentations de salaires) et les forces de l'ordre. Après avoir fait preuve d'intransigeance, le conseil général a décidé d'accorder aux employés contestataires une augmentation de salaires de 30 %. Du coup, tous les fonctionnaires contractuels, du département en exigent autant. Le syndicat F.O. qui prédomine dans la fonction publique a annulé au dernier moment la grève illimitée qu'il avait prévue le jour de l'arrivée du premier ministre.

M. Mauroy aura à connaître du sort de la Société forestière du Maroni dont les difficultés économiques ont été aggravées par les malversations commises par son directeur, inculpé depuis plusieurs mois. Le « plan vert » lancé en 1976 à grand renfort de publicité par le gouvernement que dirigeait alors M. Chirac ayant échoué, il s'agit pour le pouvoir de gauche de dire comment exploiter la forêt guyanaise, élodorado pour les uns, enfer pour les autres. On vient d'apprendre à Cayenne que les traverses de bois qui vont servir à la construction de la voie ferrée destinée à acheminer à Kourou, la fusée Ariane jusqu'à sa nouvelle tour de lancement ont été importées... du Gabon. Le préfet a demandé des explications à la direction du centre spatial. Réponse de celle-ci : les bois locaux résistent trop mal aux « champignons de pourriture ». Les forestiers guyanais qui connaissent bien les essences imputrescibles en rien encore...

ALAIN ROLLAT
et EDMOND FRÉDÉRIC.

TOURNOI DES 5 NATIONS RUGBY
Match IRLANDE-FRANCE
A DUBLIN, le 19-2-1983
2 890 F
Compagnon : Val aller-retour ; hôtel luxe ; entrée stade ; assurance
airfrance (S.E.T.I.)
25, rue La Boétie
75008 PARIS
Tél. : 266.15.70

Le communiqué du conseil des ministres

Le président de la République a réuni le conseil des ministres le mercredi 2 février 1983 au palais de l'Élysée. Au terme de la réunion, le communiqué suivant a été publié.

CONVENTION INTERNATIONALE

Le ministre des relations extérieures a présenté au conseil des ministres un projet de loi approuvant une convention franco-mauritienne pour la formation militaire signée en 1976 entre la France et la Mauritanie.

L'ETHIQUE DE LA RECHERCHE EN SCIENCES DE LA VIE ET DE LA SANTÉ

Sur proposition du ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie et du ministre de la santé, le conseil des ministres a adopté un projet de décret créant un comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé. Il aura pour mission de donner son avis sur les problèmes nouveaux posés par le progrès des sciences et des techniques dans les domaines de la biologie, de la médecine et de la santé.

Ce comité sera composé de personnalités issues des grands courants philosophiques et spirituels et du monde scientifique, économique, social et culturel. Il se prononcera sur les questions que lui soumettront les Assemblées parlementaires, les assemblées du gouvernement ou les établissements publics de recherche. Il pourra également se saisir de tout problème faisant débat au sein de la population. L'INSEERM apportera son soutien technique et administratif au comité, notamment en créant un centre de documentation et d'information.

L'ALLÈGEMENT DES FORMALITÉS PESANT SUR LES ENTREPRISES

Le premier ministre a présenté une communication sur l'allègement des formalités pesant sur les entreprises. Cet allègement s'effectue dans trois directions :

- Réduction du nombre et simplification de la conception des formalités ;
- Simplification des règles juridiques applicables notamment en matière de marchés publics et d'aides financières aux entreprises ;
- Diminution des délais de réponse et accélération des paiements.

Au nombre des initiatives qui vont être développées figurent :

- 1) La création de nouveaux centres de formalités des entreprises, après lesquels peuvent être accomplies, sur un document unique, toutes les démarches relatives à la création ou à la transformation des entreprises. Aux trente-sept départements qui en sont actuellement dotés, s'ajoutent, à la

fin de 1983, trente-cinq départements supplémentaires. Les mesures nécessaires seront prises pour améliorer les conditions de fonctionnement de ces centres ;

2) Des mesures visant à éviter aux entreprises la multiplication des dossiers ou des démarches ayant le même objet et destinés à divers organismes publics. L'expérience au cours de transmissions unifiée, et le cas échéant informatisée, des démarches annuelles de salaires sera généralisée en 1983 sous le contrôle de la commission nationale de l'informatique et des libertés ;

3) La création d'une commission de simplification des formalités imposées aux entreprises qui permettra de mieux connaître les allègements qui leur seraient les plus utiles. Cette commission, composée en majorité de professionnels, sera placée auprès du premier ministre. Elle rendra des avis et fera des recommandations dont elle pourra décider qu'ils seront rendus publics.

Le premier ministre a enfin souligné que l'effort d'allègement des formalités devait être engagé non seulement par l'Etat, les collectivités locales et les organismes gérant un service public, mais également par toutes les organisations privées et notamment professionnelles, qui sont à l'origine d'une partie des formalités que les entreprises doivent accomplir.

LA PRÉPARATION DES ASSISES NATIONALES DE L'INDUSTRIE FRANÇAISE

Le ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie a présenté au conseil des ministres une communication relative à la préparation des assises nationales de l'industrie française, qui auront lieu à Paris les 27, 28, et 29 juin prochains.

Les assises seront préparées par des manifestations de caractère national organisées dans plusieurs régions à l'initiative du ministre de la recherche et de l'industrie sur les principales orientations de la politique industrielle, de façon à approfondir et à clarifier les débats ouverts à l'occasion des journées de travail de novembre 1982. D'autre part, des réunions seront organisées dans toutes les régions sur le rôle des petites et moyennes industries dans le développement régional.

LA CHARTE DE GESTION A MOYEN TERME DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Le ministre des P.T.T. a présenté au conseil des ministres les grandes lignes d'un projet de charte de gestion à moyen terme des télécommunications, qui définira pour les années 1983 à 1986 des règles de gestion et les perspectives de développement de cette branche de l'administration des P.T.T. (Lire page 32).

EXCLUSIF

Au lendemain de nos noces d'argent, une question, soudain, m'obsède : Suzanne et moi étions-nous vraiment faits l'un pour l'autre ? De nuits en nuits, j'en fis un livre. Sans réveiller Suzanne : ma Brother EP-20 est électriquement silencieuse. Ce n'est pas le cas de Suzanne, sauf quand elle dort.

J'AI ECRIT "TU VAS M'ENTENDRE HURLER" SANS REVEILLER MA FEMME

Extra-plate (4,5 cm), ultra-légère (2,3 kg) et toute petite (32 cm x 22,5 cm) la nouvelle machine à écrire Brother EP-20, c'est l'électronique de pointe au bout de vos doigts. Les performances de son clavier miniature égales à celles de machines à écrire les plus sophistiquées : tabulation, correction à l'affichage avant impression sur 16 caractères, fonction calculatrice, clavier de symboles scientifiques. Et le tout, en silence : sa matrice thermique imprime avec une mini-cassette ruban ou directement, sans bruit de frappe ni de moteur. Difficile de résister au charme de cette petite merveille (surtout pour 1800 francs*). Difficile de ne pas l'emporter partout avec soi dans sa jolie sacoche** : elle fonctionne à pile ou sur secteur. En vente chez Brother : 1, rue Etienne Marcel Paris 1^{er} et chez tous les revendeurs Brother.

brother EP20

L'ECRITURE ELECTRONIQUE PASSE-PARTOUT

* Prix conseillé TTC ** en option

200 150

La maison des BIBLIOTHEQUES

Paris • Bruxelles • Genève • New York • Rome • Rotterdam • Vienne

PARIS : 61, RUE FROIDEVAUX, 14^e

MAGASIN ENTIEREMENT RENOVE

Nouveaux modèles, nouvelles lignes, nouveaux accessoires...



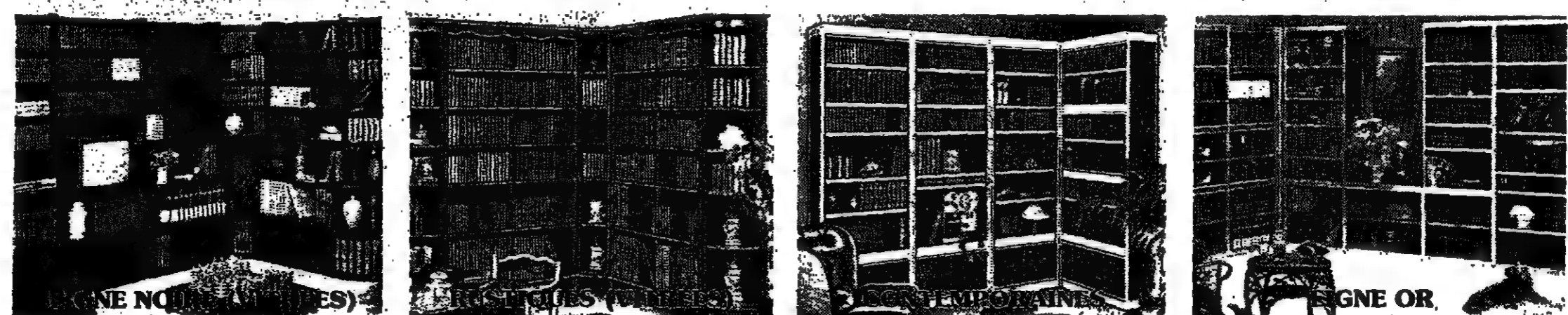
TOUS LES STYLES 17

18 MAGASINS EN FRANCE METROPOLITAINE

250 MODELES VITRES OU NON

Juxtaposables - Superposables - Démontables

Quelle que soit la place dont vous disposez, en hauteur, en largeur, en profondeur... le format de vos livres et le style de votre intérieur, La Maison des Bibliothèques répond à tous vos problèmes. D'importables combinaisons d'assemblage par juxtaposition et superposition à partir de plus de 250 modèles ainsi que les nombreux accessoires et options possibles, permettent de réaliser la bibliothèque de votre goût exactement adaptée à vos problèmes. Avec le catalogue gratuit de La Maison des Bibliothèques (68 pages en couleurs) vous recevrez le tarif qui vous permettra de chiffrer votre installation et nos spécialistes pourront, en plus, vous conseiller utilement dans tous nos magasins.



12 MODELES - JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES
5 hauteurs - 2 largeurs - 2 profondeurs - 5 couleurs
Nouvelle série en panneaux de fibres à structure homogène et de densité moyenne et constante permettant un usinage dans la masse identique à celui du bois massif, vernis noir mat, acajou, beige, gris, vert bronze. Côté mouluré dans la masse avec plates-bandes.

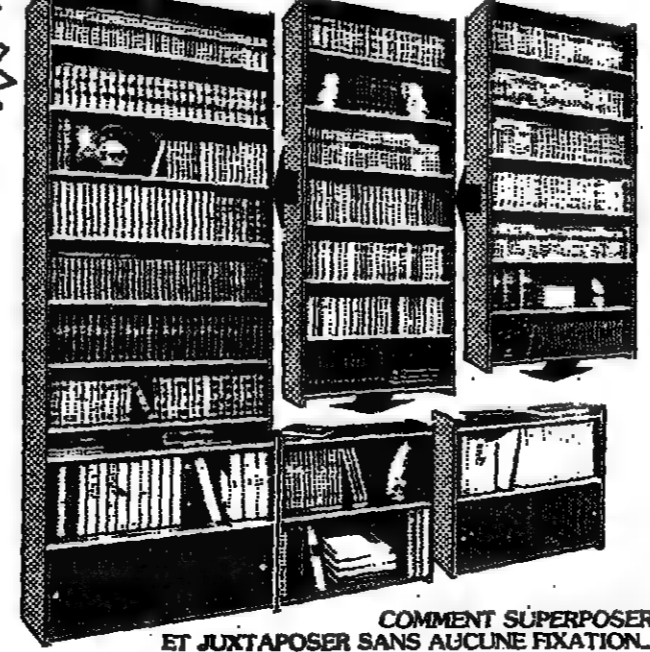
30 MODELES - JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES
7 hauteurs - 5 largeurs - 3 profondeurs - 3 essences
Sur les montants en façade, moulure de style, étagères en multiplis montants en aggloméré, placage acajou traité ébénierie. Placage chêne ou merisier en option.

50 MODELES - JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES
5 hauteurs - 3 largeurs - 3 profondeurs - 2 couleurs
Modèles contemporains en PROFILE ALUMINIUM ANOUISE BROSSE et en mélaminé blanc ou noir. Vitrage en option.

34 MODELES - JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES
4 hauteurs - 2 largeurs - 3 profondeurs - 2 couleurs
Étagères en panneaux surfacés mélaminé double face, montants en aluminium anodisé doré. Vitrage en option.



Ce magnifique ensemble de 20 modules, double profondeur et superposition de 8 modules vitrés 1/4 de verre.



COMMENT SUPERPOSER ET JUXTAPOSER SANS AUCUNE FIXATION.

Du meuble individuel... au grand ensemble

Installez-vous vous même facilement... ultra rapidement A DES PRIX IMBATTABLES

La maison des BIBLIOTHEQUES

PARIS : 61, rue Froidevaux, 14^e

Magasins ouverts le lundi de 14 h à 19 h et du mardi au samedi de 9 h à 19 h sans interruption. Métro : Denfert-Rochereau - Galté - Edgar Quinet. Autobus : 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

REPRISE EN CAS DE NON CONVENANCE EXPEDITION RAPIDE ET FRANCO DANS TOUTE LA FRANCE METROPOLITAINE

BON GRATUIT

La maison des BIBLIOTHEQUES

à : LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES, 75688 PARIS CEDEX 11

Veuillez m'envoyer sans engagement votre catalogue en couleurs contenant tous les détails (hauteurs, largeurs, profondeurs, matériaux, nervures, contenances, prix, etc.) sur vos modèles STANDARDS, PLATEAU, STYLES, CLIM, LIGNE OR, LIGNE NOIR, etc.

N° _____

Nom _____

Prénoms _____

Code Postal _____

Ville _____

CATALOGUE PAR TELEPHONE REPONDEUR AUTOMATIQUE **(1)320.73.33**

24 H SUR 24 H

MAGASINS REGIONAUX

- BOURDEAUX, 10, rue Bouffard, (56) 44.39.42 • CLERMONT-FERRAND, 22, rue G. Clemenceau, (73) 93.97.06 • DIJON, 100, rue Monge, (80) 45.02.45 • GRENOBLE, 59, rue Saint-Laurent, (76) 42.55.75 • LILLE, 88, Esquermoise, (20) 55.69.39 • LIMOGES, 57, rue Jules-Norziac, (55) 79.15.42 • LYON, 9, rue de la République (métro Hôtel-de-Ville - Louis-Pradel), (7) 828.38.51 • MARSEILLE, 109, rue Paradis (métro Estrangin), (91) 37.60.54 • MONTPELLIER, 8, rue Sérane (près Gare), (67) 58.19.32 • NANCY, 8, rue St-Michel (rue piétonne près du Palais Ducal), (8) 332.84.84 • NANTES, 16, rue Gambetta (près rue Coulmiers), (40) 74.59.35 • NICE, 8, rue de la Boucherie (Vieille Ville), (93) 80.14.89 • RENNES, 18, quai E. Zola (près du Musée), (99) 30.26.77 • ROUEN, 43, rue des Charrettes, (35) 71.96.22 • STRASBOURG, 11, rue des Bouchers, (88) 36.73.78 • TOULOUSE, 1, rue Trois-Renards (près place St-Sernin), (61) 22.92.40 • TOURS, 5, rue H-Barbusse (près des Halles), (47) 61.03.28

U VAS
F
VS
MA
ther EP20
RE ELECTRONIQUE
PARTOUT

histoire littéraire

SUR LES TRACES DE PIERRE JEAN JOUVE

Les tourments de la Scène capitale

UNE étrange et fulgurante période de notre littérature. 1932 : Pierre Jean Jouve publie *Histoires sanglantes*. 1935 : voici *la Scène capitale*, titre définitif des deux ouvrages, ensuite mis bout à bout, et aujourd'hui réédités. Il y aura en, entre-temps, les *Moments d'une psychanalyse*, écrits avec sa femme Blanche (NRF, 1^{er} mars 1933), et *Sueur de sang* avec sa fameuse préface : « *Inconscience, spiritualité et catastrophe* ».

Jouve a lu *Wozzeck* de Büchner — qu'il retrouve avec Alban Berg. Le Mozart de *Don Juan* commence à le hanter. La représentation des *Cenci* d'Artaud le fascine — dont Balzac, un des illustrateurs de l'écrivain, a construit le décor.

Jouve atteint les sommets en plongeant dans les profondeurs ; il erre dans de moites coulées pour parvenir, en leur noirceur, à une jouissance aussi totale qu'ambiguë dans le triangle sanglant de l'ère, de la mort et de la faute. Après Baudelaire, Lautréamont, Mallarmé, Freud est passé par là ; cependant que les temps d'apocalypse surgissent dans cette Europe des années 1930.

La *Scène capitale*, c'est tout cela, en un chef-d'œuvre. Et pourtant, quoi de plus chaotique que ce livre-là ! Une nouvelle, *la Fiancée* (inspirée de Wozzeck, suivie de neuf rêves, eux-mêmes suivis de deux rêves, *la Victime* et *Dans les années profondes*, dont Jos. Bousquet dira avec justesse qu'ils « ne sont en rien de la matière romanesque », mais « le même drame envisagé, d'abord sous l'angle de la chute, ensuite sous l'angle du salut » (Cahiers, Sud, avril 1936).

« Je partis sans avoir visité la tombe »

Cet ultime roman de Jouve n'en est pas un, même s'il s'agit de l'œuvre de fiction poétique de l'auteur. C'est la tentative de description de groissements intérieurs, de phénomènes basculant de la raison à la déraison, de la veille au sommeil, du somnambulisme à l'autoconscience et violent. Ces histoires de meurtres et d'amours, où les images sexuelles pullulent, où la description érotique d'une chevelure, moquée celle de paysages réels mais aussi combinateurs aux profondeurs du psychisme, nous bouleversent aujourd'hui autant, sinon plus, que lors de leur découverte.

Il y avait en, avant, *Pauline* 1880, le *Monde désert*, *Aventure de Catherine Crachet*. Et voici que, dans une scène capitale, Jouve expulse ce qu'il portait depuis environ dix ans. Il met un terme à la période « dans un sanglant tourment qui purge toute une phase de sa vie, un sanglant tourment se mêlant ses rêves, ses angoisses, ses remon-

trés avec telle ou telle femme ou tel prêtre fardé. En des scènes tendues comme « un campanile blanc, drisé », « l'érection du monde », dévoile une chevelure pleine d'odeurs, il conquiert, à dix-sept ans, mythique l'ouvrage, Hélios, la matrice-mourante-éternelle, quarante-trois ans, qui, aussitôt que pénétrée, bérce de plaisir et meurt. Il se libère — personnellement et littérairement — dans un même combat. « Je partis sans avoir visité la tombe » : ultimes paroles du romancier. « Son »

Il y aura, plus tard, contre la Résistance, les proses autobiographiques, les réflexions sur la musique et la peinture, l'immense création poétique où Hélios et d'autres — de la Vierge aux putains — apparaîtront, où l'« intérieur » et

L'apocalypse au milieu du cœur

SUR Jouve, tout n'a pas été écrit, même si, pour l'œuvre « reconnue » du poète, la lecture ne peut s'affranchir (notamment) des textes de Starobinski, Emmanuel, Bonnefoy, Michaux. On blâme les livres et articles d'avant 1914. Mais non, en ce temps de débats sur le pacifisme — signe prophétique (c'est-à-dire révélateur) d'apocalypse — les poèmes et proses de la guerre et de son après immédiat.

L'entre-deux-guerres... Il faudra bien se résoudre à braver les interdits pour parler un jour de la guerre dans l'œuvre de Jouve. Et donc lire (nous n'osons dire : relire) ce qui a trait à la grande prise de sang de 1914.

Si rien de ce qui précède la rupture des années 20 n'a été réimprimé — sur son ordre, — tout se recouvre, se fouillant bien. Et que de fulgu-

reux... le son : un pleure... fond de... industrielle enfumée et comme... par... séisme. Et Jouve, dès les premiers vers (notons la date : 1919 ?) :

Il n'y a pas de victoire, Il n'y a que double défaite, Le meurtre au milieu du cœur, Les chairs au fond de la terre.

Et, plus loin : Les drapeaux à cent sous Feront claquer dans l'ombre Sur les chaudes putains La poussière des morts.

Les titres ne doivent pas trop faire illusion. Et, en *livre de la nuit*, succède le *livre de la grâce* (5), si Jouve ne réagit pas à l'écoulement des futures *années de Pauline*, il n'a pas écrit les *années de 1914-1918* :

Mépris au peuple qui m'a fait / J'assais

Où l'on passe la charogne Sur les quinze cent mille / Morts (...).

Malheur au peuple de victoire, Sa gueule comme un canon, Quand il offre à ses dieux A sa République

Le triomphe de l'idéal Et la possession de la terre.

La Résistance

Jouve dit son mépris des amateurs de drapeaux, « amateurs de fric du

Citoyen qui braille la gloire A la terrasse d'un café.

« déjà, il... »

Et malheur au peuple des prisons / pleines,

Des poteaux chargés de fusillés, Et des traitres qu'on va chercher / dans l'alcôve,

Et des rues pleines d'oreilles qui / éplacent.

Jouve, qui a préfacé une édition des discours de Danton (6), aimait ce mot du révolutionnaire : « Une nation se sauve, elle ne se venge pas. » Le poète, dès 1920, viupérat

Foule qui brûle la pensée, / Au quart d'heure avant sa mort, Pour forcer la justice.

Cri, vitupération, mais non haine : Je ne suis ni l'aveugle, ni le fou, / ni même le criminel !

Je ne suis plus le meurtrier, — je / le souffre :

Je n'entends qu'un seul homme, aussi bas que vous voudrez, / fût privé d'une certaine part de ma / vie (7).

Oui, il... un jour lire ces

Après la crise spirituelle de 1924-1925, ces thèmes réapparaissent, enrichis encore, transfigurés parfois. Sans l'horreur de la première guerre, Jouve est-il perçu si rapidement ?

l'apocalypse de 1940 ? Certes, il approfondit ensuite sa connaissance « de mil-

de mondes à l'intérieur du monde de l'homme », et cette descente dans les profondeurs lui faisait écrire, dès mars 1933 :

« Aujourd'hui, de la Destruction encombrant : les iniquités pourrissantes des nations font de l'Europe » la grande prostituée, — assise sur une bête écarlate couverte de noms : blasphème, ayant sept têtes et dix cornes (8) ».

Les textes suivants sont nombreux, lesquels Jouve

catastrophe. On ne mentionnera qu'un seul : ce

Dernier Concert de la paix (N.R.F., 1^{er} décembre 1939) : Jouve entend

diriger Mozart à Lucerne parce que Salzbourg est désormais aux mains de Hitler et de Furtwängler « son fourrier artistique ». Tout cela dont Jouve saluait la « résistance ». Déjà !

J. D.

(1) *Vous êtes des hommes*, 1915, NRF.

(2) *Poème contre le grand crime*, 1916. Édition de la revue *Demain*, Genève.

(3) *Le Définitisme* : l'homme libre. Édition d'Action sociale. La Chaix-de-Fonds 1918. Texte notamment repris en partie dans *Pauline* 1914-1919, NRF, 1920.

(4) *livre de la nuit*, NRF, 1919. Frontispice de Frans Masereel.

(5) *Heures, livre de la grâce*, imprimerie Kailash, Genève, 1919. Frontispice de Masereel.

(6) *Danton, Discours*. Textes choisis par Pierre Jean Jouve et Frédéric Dictionnaire, Egloff, 1944, Genève.

(7) *Poème contre le grand crime*.

(8) Préface à *livre de la grâce*, NRF, 1919. Frontispice de Masereel.



Portrait gravé de Jouve par Frans Masereel, publié en 1924 en frontispice de *Pauline* (Stock).

« extérieur » ne feront qu'en (les cimes et les ravins), où le Christ coudra les seins et les cuisses de Lulu — dans « ce labyrinthe où les humains vivants / Ont dérobé l'april en ruse et en sang ». Mais il aura fallu une certaine scène capitale pour que se produise cette érection du poète — dont l'œuvre ouverte chemine sourdement, tapse de notre histoire.

JACQUES DECORNOY.

« LA SCÈNE CAPITALE. Pierre Jean Jouve, Gallimard (Collection « L'Essentiel »). Préface de Jean Starobinski.

« LES ROMANS DE PIERRE JEAN JOUVE, LE ROMANCIER EN SON MIROIR, de Simone Samama-Béchard (Vrin, 1972).

Naissance d'une bibliothèque jouvienne

Une bibliothèque jouvienne est en train de naître, grâce aux Éditions Lettres modernes (librairie Minard, 73, rue du Cardinal-Lemoine, 75006, Paris).

La Revue des lettres modernes a publié en 1982 le premier numéro (70 F) d'une série dirigée par Daniel Lauwere. Cette livraison étudie Jouve romancier. On découvre qu'une trentaine de Mémoires et de thèses ont été, ces dernières années, consacrées en France à l'œuvre de l'écrivain ; d'autres sont en préparation. Le numéro 2 de la série sera intitulé : Jouve, poète de la rupture.

Parallèlement à la Bibliothèque Pierre Jean Jouve va naître, aux Éditions de Kurt Schuler, Thémétique et poétique du mal dans l'œuvre de P. J. Jouve.

On ne peut, dans ces conditions, que souhaiter avec Daniel Lauwere, la prochaine Constitution d'un véritable groupe d'études joviennes, à laquelle devraient être associés des chercheurs étrangers.

DOMINIQUE LE BUHAN • ERYCK DE RUBERCY

DOUZE QUESTIONS POSÉES À JEAN BEAUFRET à propos de Martin Heidegger

REÉDITION MARTIN HEIDEGGER LETTRE SUR L'HUMANISME bilingue 54 F AUBIER

Librairie Philosophique J. VRIN 1, PLACE DE LA SORBONNE, 1005 PARIS - TÉL. 34-83-47

Vient de paraître

CATALOGUE GÉNÉRAL 1983

DES COLLECTIONS VRIN PHILOSOPHIE - HISTOIRE - ÉTUDES MUSULMANES LITTÉRATURE - ANTIQUITÉ - MOYEN-ÂGE RENAISSANCE - PSYCHOLOGIE - PÉDAGOGIE HISTOIRE DES SCIENCES - SCULPTURE ET ARTS PLASTIQUES DU III^e SIÈCLE - REPRISSE

MISE A JOUR MENSUELLE PAR BULLETIN Envoi gratuit sur demande

MATZNEFF



L'Archange aux pieds fourtus Journal 1963-1964 LA TABLE RONDE

folio

Nouveautés janvier 1983

Matzneff, 19 ans, écrivain, journaliste

James M. Cain Assurance sur la mort

Paul GADENNI Transposition chez les Stirl

Yachar KEMAL Histoire de la civilisation du cuivre

D.H. LAWRENCE Les filles du pasteur

Guy de POURTALES La vie de Franz Liszt

Georges SIMENON Les sept minutes

Anton TCHERKHOV Le Duel, roman de Luers, Une grande histoire, Ma vie La Fiancée

Marguerite YOURCENAR Archives du Nord

Folio, la bibliothèque idéale en format de poche

SOIRÉE ALCHIMIQUE LES ENFANTS DE LA PIERRE Exposition par Étienne PERROT 4 février 1983 à 20 h 30 Salle RAP - 30, rue Cabanis, Paris 14^e (métro Glacière)

VIENT DE PARAÎTRE : HISTOIRE DE FRANCE JOURNAUX LA BELLE ÉPOQUE 1898-1914

ANDRÉ ROSSEL LE FAUX GRAND SIÈCLE 1604-1715 LA BELLE ÉPOQUE 1898-1914 dans la collection HISTOIRE DE FRANCE À TRAVERS LES JOURNAUX DU TEMPS PASSÉ CHAQUE VOLUME : 280 F ÉDITION A L'ENSEIGNE DE L'ARBRE VERDOYANT Diffusion ARMAND COLIN

romans

Dans les lointains de la mémoire

■ **Emile Copfermann** *retrouve le destin du Bund, mouvement socialiste juif.*

PEU nombreux sont ceux qui se souviennent du Bund et de son originalité. A la fin du

siècle dernier, aux limites occidentales de l'empire des Habsbourg vivait une population juive importante. Le développement de l'industrie et la prolifération d'une grande partie de cette communauté, tiraillée entre la tradition religieuse et la revendication sociale. C'est ainsi qu'en 1897 quelques travailleurs manuels

et intellectuels de Varsovie, de Vilno, de Bialystok et de Pinsk se réunissent et décident de créer une organisation militante juive, « Der Allgemeiner Yidisher Arbetbund in Russland un Poin », l'Union générale des ouvriers juifs de Russie et de Pologne, plus connue sous le nom de Bund. D'inspiration socialiste, cette organisation refusait bien l'assimilation que le retour à la terre promise.

Ses militants combattirent luttant avec leurs camarades russes et polonais contre l'absolutisme, contre l'exploitation dont ils étaient l'objet, mais en respectant la spécificité culturelle des juifs, leur langue — le yiddish — leur religion. Trotsky et Zinoviev s'opposèrent, au nom de l'internationalisme, à ce qu'une organisation ouvrière regroupât uniquement des juifs. D'autre part, les socialistes combattirent le Bund pour des raisons inverses, disant qu'ils ne pouvaient pas refuser à un peuple une terre, une patrie.

Les juifs sont juifs, les deux, ils vivent tous les deux à Paris, aujourd'hui. Le premier, Emile Finkelstein, a réussi dans les affaires, le second dans le théâtre, le journalisme, la radio. Emile Finkelstein, venu de Pologne, s'interroge sur son passé afin d'éclaircir le présent et son avenir. Il demande à l'autre Emile, écrivain aux origines moldaves, d'entreprendre une enquête sur le Bund, sur sa montée et sur son déclin.

Les descendants de ceux qui avaient créé le Bund à la fin du siècle dernier sont venus au monde vers la fin des années 20 quand la grande révolution avait commencé. Ils grandissent en France ou ailleurs, bercés par le bruit des bottes annonciatrices du fascisme, dans une atmosphère de peur. Ils ont connu la catastrophe de la Pologne, la Russie, la Roumanie incertaine, la Russie des persécution. L'histoire de ces juifs est rythmée par des hauts et des bas plus éperdues, d'être provisoire en havre précaire, pour échapper au sort qui les attend derrière les barbelés des camps de concentration. Ensuite, rescapés, ils vivent les années de guerre froide, essayant de « s'installer », et, profitant de l'expansion économique, ils accèdent enfin au confort, mais ils évitent de « s'émanciper » pour autant.

L'enquête sur le Bund est ainsi devenue un roman passionnant, où les images des forêts polonaises et des charmantes petites villes moldaves se superposent, en transparence, aux villes de la Drôme, du Midi, de Paris-la-Grande. Le roman d'Emile Copfermann ressemble à un miroir brisé et reconstitué : l'auteur, à travers ses personnages, nous fait découvrir un monde, les années, les personnages.

EDGAR REICHMANN.

■ **LES PATRIES BUISSONNIÈRES**, d'Emile Copfermann, « L'Esprit », 240 pages, 65 F.

Philippe Sollers
libertin catholique

(Suite de la page 13.)

Tantôt elle se nourrit des revendications actuelles du féminisme de pointe que diffusent des organisations secrètes aux initiales de fantaisie : la WOMAN (World Organization for Men Annihilation), le FAM (Front d'autonomie maternelle), sections américaine et française de S.G.I.C. (Sodome Gomorrah International Council).

Sollers dénonce-t-il un mal éternel ou l'apparition d'un bien nouveau ? Il s'en tire par une pirouette : ce n'est pas le monde qui change de base, c'est la base qui change de monde. Les femmes n'ont jamais cessé de régner, la littérature en témoigne ; mais, depuis quelque vingt ans, elles ont décidé de prendre ouvertement le pouvoir, appuyées par les homosexuels et les penseurs de gauche. Aragon, Sartre, Marx lui-même n'ont-ils pas travaillé pour elles ? La biologie a parachevé leur victoire en leur remettant le contrôle de la reproduction. Et la guerre des sexes s'est déclarée.

La danse devant l'abîme

Elle s'accompagne d'une guerre, de religion celle-ci, que cette fois suscite Sollers. Contre la grande déesse-mère dont notre temps assumerait le retour, il dresse le dieu-père du judéo-christianisme. Car c'est le père qu'il faut sauver de l'extinction qui le menace. Lui seul est capable de liberté. La mère, trop liée à la vie qu'elle donne, ne cherche qu'à la protéger, à lui conférer un sens, à nier la mort qui en est l'issue. Toutes les entraves viennent d'elle, toutes les tolérances, les crimes, les guerres, les tyrannies... On ne saurait opérer un plus total renversement des choses !

Sollers plante donc la mort au milieu de son paysage pour retrouver le partir d'elle le goût de l'aventure, du

risque, de la fête et le prix de l'instinct. C'est l'abîme ouvert et la perspective du néant auquel est promise l'espèce qu'il fait danser son libertin, pour qui rien n'a de sens, qui trouve son euphorie dans l'absurdité de tout et que, par un dernier excès, il pousse jusqu'à la libération du mystique. Cette apologie du libertinage nous propose une nouvelle morale nietzschéenne de la lucidité, de l'individu et de l'art, d'où la compassion n'est pas exclue.

Un extraordinaire mouvement, celui qui tend et soulève les statues du Bernin, emporte *Femmes* dans sa forme comme dans son fond. Le livre tourbillonne, mêlant philosophie, psychanalyse, histoire, littérature, politique, religion, théologie, mythologie. Il saute brusquement d'un motif à l'autre, change de registre, passe du réalisme au symbolique, dans une surabondance verbale tantôt familière et tantôt grandiose. Et la phrase — elliptique, chargée d'interrogations, d'exclamations, d'adjectifs, d'adverbes — ce mouvement.

Chronique de notre temps dont on s'amusera d'abord à relever les anachronismes, à déchiffrer les devinettes, *Femmes* nous transporte aussi à travers les siècles, dans les chefs-d'œuvre de la littérature, de la peinture, de la musique. L'auteur raconte des pages de la Bible, de l'*Odyssée*, il transpose *Madame Bovary* dans le monde moderne, célèbre Baudelaire, Melville, Sade, Faulkner, interprète Picasso et ses *Demoiselles d'Avignon*. Autant de témoins convoqués pour soutenir sa thèse, qui lui sert surtout à donner une architecture à ce grand manège tournoyant où reparaît le fond sombre un appel joyeux à la liberté.

JACQUELINE PIATIER.

■ **FEMMES**, de Philippe Sollers, Gallimard, 576 pages, 90 F.

Paul Gadenne, le visiteur

(Suite de la page 13.)

Paul Gadenne est un visiteur toujours présent dans la loge de deux sentiments, la nostalgie et l'invitation. L'invitation à la Stiri, Gallimard publia en 1955 et qu'il fait entrer aujourd'hui dans la Folio.

Comme dans la *Plage de Scheveningen*, il s'agit de retrouvailles ambiguës. Le héros, le peintre Olivier, a rencontré naguère Paul Stiri, un jeune homme, et sa femme Ethel. Il leur rend visite dans leur trop grande villa du Pays basque. Les Stiri forment un des couples glacés de la bourgeoisie qui vivent dans une maison à l'air glacé, un ne voit quelle place prennent quelque part dans l'enfant qu'ils n'ont pas eu, la place de l'ami ou l'ami qu'ils n'auront plus, et leurs chiens. Olivier est une proie facile pour ces personnes dignes et douces, mais il faut attendre la révélation du monde et rêver d'une bonne nuit.

Ethel serait plutôt du genre féroce, on la devine à ses yeux bleus aciers, à son air grave fomentant de la colère. Une fois veuve, elle s'occupe de la bibliothèque impénitente qui lui tient lieu de salon. Olivier s'irrite des reproches tacites qui s'ensuivent, mais il se trouve secrètement son compte. Affaibli par une pleurésie, il ne résiste pas à la situation d'otage du luxe, de l'injustice et de la protection qui s'y trouvent. Ethel, à son tour, exerce son pouvoir avec la délicatesse que donne la fortune, en une sorte de perfection inhumaine. Rien ne donne mieux l'idée de la perfection que la cruauté, et l'humiliation.

Gadenne aime à suggérer ces situations mal éclaircies, ces échanges subtils. Il y met la même minutie qu'à décrire les arbres, le coupant des feuilles de palmiers effilées par le vent ardent, la lueur des choses, les silences s'écroulant dans les jardins comme les pommiers sur une radiographie. Tous sens du monde qui nous rappelle James, Duras.

C'est ainsi que, au début, le roman : l'histoire est ce qui n'a pas de nom, ce qui refuse d'en avoir, et ne se laisse approcher que par les périphrases de l'imaginaire.

BERTRAND POIROT-DELPECH.

■ **De Paul Gadenne** : L'INADVERTANCE, Le tout sur le tout, 2, rue Barrault, 75013 Paris, 149 p., 57 F ; SILOE, Seuil-Poésie, roman, 576 p., 33 F ; LE VENT NOIR, Seuil, 444 p., 79 F ; LA PLAGE DE SCHEVENINGEN, Gallimard-L'Imaginaire, 304 p., 29 F ; L'INVITATION CHEZ LES STIRI, Gallimard-Folio, 184 p., 16 F.

Chaque maison d'édition a son "image". Parce que Robert Laffont a été, un jour de mai 1969, l'éditeur de Papillon, on a voulu faire de lui l'homme des "coups", des best-sellers et des superproductions en tout genre. On l'approuve ? Chacun, depuis, a répondu à sa manière. Mais c'est mal connaître l'ensemble de la production de Robert Laffont que de réduire son "image" à Papillon et à tous les succès qui l'ont suivi — dont l'intérêt et la qualité, d'ailleurs, étonnent le plus souvent. A travers ces livres (récits vécus, documents, grands romans) qui ont marqué les quinze dernières années de leur éclat, on poursuit et se développe une œuvre de découverte proprement littéraire dans les domaines français et étrangers, ainsi que sur les terres limites de l'essai, genre qui nous intéresse aujourd'hui.

L'essai — "ouvrage littéraire en prose, la facture très libre, traitant d'un sujet qu'il n'épuise pas" (Robert) — offre des visages multiples. Il touche au passé, au présent, à l'avenir ; il est historique, philosophique, sociologique, politique, prospectif ; il prend la forme de l'étude, de la réflexion, du pamphlet et même du témoignage, lorsque celui-ci devient enseignement et avertissement. Tous ces aspects de l'essai se trouvent représentés dans plusieurs collections de Robert Laffont — et précisément illustrés par les livres qui sont ici présentés.

Il s'agit toujours de comprendre le monde que nous vivons et, pour cela, de faire appel aux esprits les plus clairs-voyants. C'est la fonction mé-

me de la collection "Libertés 2000", qui a acquis son autorité avec les ouvrages de Jean-François Revel (Ni Marx ni Jésus, La Tentation totalitaire), Raymond Aron (Plaidoyer pour l'Europe décadente), Maurice Duverger, Jean Fauriol, Henri Laborit, Emmanuel Todd, Simon Leys, Marc Paillet, François Fejtó, Vladimir Boukovsky, avant d'accueillir récemment ces livres qui font grand bruit, puisqu'ils bousculent les idées trop facilement reçues : L'Occident et le Tiers-monde, de Carlos Rangel, est-il coupable ? d'Annie Kriegel. Mais la compréhension du présent et la connaissance du passé. Tel est le but de la collection "Les hommes et l'Histoire". Comme il convient, ses auteurs sont d'authentiques historiens : Louis Chevalier, Maurice Dumas, Jean-Claude Chesnais (Histoire de la violence), Pierre Chaunu — dont le dernier ouvrage, La France, est aussi une méditation passionnée sur notre destin.

De l'Histoire à la prospective, c'est encore un titre de Pierre Chaunu. La prospective : un domaine immense, qui est lui de la collection "Les Visages de l'avenir". Michel Salomon y a exploré l'Avenir de la vie, vingt des plus grands savants du monde, les sept prix Nobel, et Jacques Lesourne y a exploré les Mille sens de l'avenir.

Quant à la politique, elle est toujours présente. Sous la plume d'un analyste tel que Henri Amouroux, elle entre vivante dans l'Histoire.

Les essais, c'est aussi l'affaire de Robert Laffont.

LES ESSAIS CHEZ



ÉVÉNEMENTS

Des livres qui traitent d'événements et qui sont eux-mêmes des événements. Ce mois-ci Henri Amouroux : vingt premiers mois du pouvoir socialiste. Plus de la politique, déjà de l'Histoire...

LA VIE

A TO

histoire

Les « rêveries » de Louis Blanc

Un centenaire trop dédaigné

EN décembre dernier, il y eut cent ans que Louis Blanc disparaissait. On ne s'en souvient guère. Si ce n'est en 1982, à l'occasion de son centenaire, on lui a consacré un livre, celui de Jean-Michel Humilière, aux Éditions ouvrières : une anthologie de cent vingt pages. C'est mince. Louis Blanc méritait mieux.

Ce n'est pas juste que Louis Blanc disparaisse. On ne s'en souvient guère. Si ce n'est en 1982, à l'occasion de son centenaire, on lui a consacré un livre, celui de Jean-Michel Humilière, aux Éditions ouvrières : une anthologie de cent vingt pages. C'est mince. Louis Blanc méritait mieux.

1871, premier... 1871, premier... 1871, premier...

1871, premier... 1871, premier... 1871, premier...

1871, premier... 1871, premier... 1871, premier...

1871, premier... 1871, premier... 1871, premier...

essais

B.-H.L. sur les planches

(Suite de la page 13.)

Par quelle curieuse combinaison la « sympathie »...

On a écrit aussi la gauche. L'œuvre exclusive...

elle aussi...

On a écrit aussi la gauche. L'œuvre exclusive...

Les ruses du Malin

Un congrès du parti... il l'identifie aussitôt à une « grande ruse ».

« l'intérieur » la société, au cœur du social, un foyer de nuit « naturelle »...

Un philosophe ? Non, non. Toujours paradoxal, il exécute simplement son rigodon...

GILBERT COMTE.

(1) L'idéologie française d'être... Le Livre du poète... 19 F.

* QUESTIONS DE FILLE. CIPES, de Bernard-Henri Lévy, Desobli-Contrebande, 444 pages, 38 F.

Dans le lit des rois

QUAND les rois se marient, le « n'enfin seuls ! » n'est pas de mise. Nul ne doit ignorer les prouesses royales. C'est pourquoi, généralement, il y a du public au spectacle, et l'on plaint ces jeunes filles, des gamines parfois, d'être livrées, à peine sorties du nid, à des courtoisiers qui n'ont pas toutes pour ressort l'intérêt de l'État.

On les plaint de mille autres manières, ces mariées qui arrivent du fin fond de l'horizon pour être fournies dans le lit d'une brute — ou simplement d'un maladroit. — d'un vieillard, d'un blasé, d'un impuissant ou de toute autre espèce d'homme, qu'elles ne connaissent pas la veille, dont elles ne parlent pas encore la langue, bref, pour subir une espèce de viol légal. Quelques-unes ont de la chance, tout de suite amoureuses de l'époux qu'on leur a assigné, telle la charmante Marguerite de Provence et son beau Louis IX, pas encore saint, mais très épris lui aussi.

Ouvrant à tous les vents les alcôves priées, ces sont ces nuits, résignées, réconciliées, enthousiastes, nuits de larmes ou nuits à la hussarde qu'a entrepris de raconter Juliette Benzoni. Aucune « révélation ». Elle n'est pas sur ce tableau qu'elle joue, mais sur le rassemblement, autour d'un thème unique, d'histoires qu'elle conte à vive voix ; elle fait sourire, et même rire. Pas de grand moment pour cette chambrière-là !

GINETTE GUYARD-AUVISTE.

* DANS LE LIT DES ROIS, de Juliette Benzoni. Plon, 296 pages, 55 F.

Enfantillage ou, au pire, de désertion passionnée d'un cœur simple, ce résumé, en quatre points, des « rois » de la société ? Le socialisme, diable !, « a pour but de réaliser parmi les hommes les quatre maximes fondamentales : 1) Aimez-vous les uns les autres ; 2) Ne faites pas à autrui ce que vous ne voudriez pas que l'on fit à vous-même ; 3) Le premier d'entre vous doit être le serviteur de tous les autres ; 4) Tous les hommes de bonne volonté ». Ce franc-maçon très, sincère et qui force l'estime, s'il n'aimait pas l'Eglise du Sylabus, prendrait-il le sérieux l'Evangile.

Les marxistes disaient Louis Blanc « dépassé ». Ce que nous dépassons en 1983, Raymond Aron le dit avec hauteur et mépris : une résurgence des rêveries « prémarxistes » dont Louis Blanc fut le militant le plus résolu. Je ne suis pas sûr qu'il soit tellement au courant aujourd'hui.

HENRI GUILLEMIN.

CHEZ ROBERT LAFFONT



HISTOIRE

«Au commencement... la mémoire, cette mal-aimée « notre temps » a dit Pierre Chaunu. Dans cet essai magistral, il répond à la question : « Qu'est-ce que la France pour les Français ? » (Collection « Les hommes et l'histoire »).

POLITIQUE

Pour prendre position, il faut être informé et connaître les pièces d'un dossier. Sur les récents événements du Liban, Annie Kriegel nous en donne une analyse qui dévoile les dessous des cartes.

TÉMOINS

Boukovsky regarde et juge l'Occident. Il avertit : face au totalitarisme qu'il connaît, notre seule force, la lucidité, notre salut, le courage. (Collection « Libertés 2000 »).

PROSPECTIVE

Jacques Lesourne offre l'ouvrage fondamental pour comprendre l'évolution de notre temps jusqu'au seuil du prochain siècle. Saillant, lumineux. (Collection « Les visages de l'avenir » Seghers).

... A TOUTES LES PAGES



SOCIAL

LES CONFLITS DANS L'AUTOMOBILE

- Graves incidents chez Citroën-Aulnay
- Impasse à l'usine Chausson-Gennevilliers
- Reprise du travail chez Renault-Billancourt mais débrayages à Flins

Les graves incidents, qui se sont produits, mercredi 2 février, à l'usine Citroën d'Aulnay, s'ajoutent aux perturbations qui touchent le secteur automobile de la région parisienne avec les conflits Renault et Chausson.

Situation contrastée chez Renault : à l'usine de Boulogne-Billancourt, le travail a repris, jeudi matin 3 février, à l'atelier de sellerie, les grévistes ayant obtenu de la direction le versement d'une allocation spéciale et unique de 250 F et la promesse d'une revalorisation indiciaire de leur salaire. En revanche, à l'usine

de Flins, les débrayages se poursuivent à l'atelier de tôlerie provoquant une diminution de la production (700 véhicules sortis mercredi au lieu de 1 300 la veille et de 1 650 en période normale); cependant, après une proposition de la direction majorant l'indemnisation des journées de chômage technique (100 % au lieu de 75 %), la C.G.T. envisageait de consulter les grévistes sur une reprise du travail.

La situation est complètement bloquée chez Chausson, à l'usine de Gennevilliers, pa-

ralysée par une grève, qui a commencé le 18 janvier. Une réunion syndicats-direction, mercredi, n'a donné aucun résultat. C.G.T. et C.F.D.T. estiment, « plus qu'insignifiantes », les propositions de la direction. Autre obstacle : la direction s'oppose aux demandes d'une commission syndicale sur les mutations de poste, estimant que cette procédure ajournerait encore plus de rigueur dans la gestion de l'usine.

Plusieurs thèses pour un pugilat

On s'est battu dans l'usine Citroën. On imagine des ouvriers au tapage, des chaînes de montage des CX, des V6 et des LNA. Des ouvriers se sont empoignés et des coups sont partis. Mercredi 2 février, vers 11 h. 30, les choses étaient dites, nettes et claires. L'usine d'Aulnay-sous-Bois, posée et perdue à 15 kilomètres au nord de Paris, était « bougée ». La C.G.T., contre la C.S.L. ou la C.S.L. contre la C.G.T., comme l'on voudrait. La direction générale de Citroën, en début d'après-midi, une quinzaine de jours, dont une dizaine avaient été jours hospitaliers.

Citroën ont commencé à se battre. Il les provoquer en criant : « Venez travailler ! ». Il y a eu des coups de poing, des coups de pied, des coups de poitrine. La direction a tenté de faire passer les ouvriers par la grille, fermée, de l'usine. Une camionnette munie d'un haut-parleur se trouve là. Un délégué C.G.T. prend aussitôt le micro : « Camarades, ne tombez pas dans les pièges de la direction ! Ils disent qu'il y a dix-sept blessés, qu'ils ont perdu les oreilles, les yeux. Eh bien ! C'est pas vrai. Nous ne sommes pas ici pour nous battre les uns comme les autres mais pour travailler. Nous avons des revendications réelles. Nous voulons travailler et la direction ferme la porte. Alors, si elle ne paye pas les heures perdues ce soir, je le dis clairement, demain, pas de travail ».

La longue grille reste close. Une délégation se forme pour aller négocier avec la direction. Le pugilat est fait par une porte latérale. Les informations sur le nombre de blessés et la gravité éventuelle des blessures sont encore fragmentaires. « Je ne sais pas », dit M. Akka Ghazi, délégué C.G.T. La direction ne veut pas laisser travailler. Elle dit qu'elle a peur des jugements. Sur l'incident, devant l'entrée de l'usine, tout le monde reste groupé. Lorsqu'un projecteur de la télévision s'allume sur une poignée d'ouvriers, tous accourent pour lever le poing en s'amusant. Un O.S. maghrébin nous explique sa position : « On se bat pour nos salaires, pour la loi. Il y a douze ans que je travaille ici et mon salaire est toujours bas. Il y a tou-

jours des problèmes avec la C.S.L., on travaille comme des bœufs... »

« Tu traduis ça »

La nuit arrive, les négociations se poursuivent. Un groupe d'ouvriers commence à secouer la grille, instant de colère. Cinq policiers en tenue, perdus sur l'immense étendue de la zone industrielle, battent la semelle. Ce qu'on demande, c'est le travail. La fin des insultes de la maîtrise, continue un ouvrier. Mais là, c'est M. Citroën, c'est une femme. C'est pas Renault, elle connaît pas les ouvriers. Et la C.S.L., c'est pas les fils à M. Citroën. La délégation revient. Les négociations sont bloquées ou suspendues. Elles vont reprendre. Un délégué fédéral C.G.T., François, prend le micro : « La direction veut que vous baissiez le tête, que vous ne lutiez plus. Mais nous resterons toute la nuit pour négocier. S'il le faut ». Le délégué tend le micro au délégué arabe : « Tu traduis ça ? Quelques secondes après, applaudissements. « On combat pour la dignité, pour le travail, pour l'apaisement ».

La fabrique à voitures est en panne. Mercredi soir. Jeudi matin. A la prise du travail, à 6 h. 45, la maîtrise a refusé, ce jeudi, de continuer dans ces conditions. La C.S.L., pour sa part, demande « la punition des agresseurs, la sécurité pour le personnel et la liberté du travail ». La direction précise qu'une négociation n'est en cours. L'usine d'Aulnay-sous-Bois a arrêté de produire pour certaines ses V6, ses CX et ses LNA.

LAURENT GRELSAMER.

Les réactions

M. JEAN MINISTÈRE : « Les pratiques terroristes... Un communiqué publié mercredi, le ministre du travail déclare : « Les actes de violence » qui ont fait dix-sept blessés, et estime que les méthodes de « certains se sont crues autorisés à utiliser contre d'autres travailleurs relèvent de pratiques terroristes et de la liberté d'expression ». Il considère que « de tels agissements conduisent leurs auteurs à être exclus de leur collectif de travail sans préjudice des poursuites pénales qui pourraient être engagées ».

M. ANDRÉ SAINTJON (C.G.T.) : « Provocation patronale... Le secrétaire général de la Fédération des C.G.T. estime « regrettable que le ministre du travail, qui connaît bien Citroën et Talbot, et qui ne peut ignorer les interventions présentes de la C.G.T. auprès des ministres pour faire respecter l'application de la loi sur le droit de grève et la liberté de travail, tombe dans la provocation patronale. La campagne raciste, xénophobe et de haine menée par la droite à partir des conflits de l'automobile devrait conduire le ministre du travail à garder son sang-froid et à déjouer, comme nous le faisons, les pièges de la réaction, qui tente de se saisir de tous les événements pour affaiblir les forces de progrès à la veille des élections municipales et mière à l'action du gouvernement ».

M. EDMOND MAIRE (C.F.D.T.) : « Un ne peut pas admettre la violence dans les relations sociales... Interrogé par T.F.1, mercredi soir, le secrétaire général de la C.F.D.T. a indiqué qu'il ne se garderait bien, « sans être plus amplement informé, de dire quelles sont les responsabilités profondes de la direction ». Il a toutefois donné son « plein accord » à la déclaration du principe du ministre du travail, car « on ne peut admettre la violence dans les relations sociales ».

F.O. : « Le remplacement d'une féodalité par une autre... La Fédération F.O. de la métallurgie est horrifiée de ce climat qui règne chez Citroën. Elle ne peut que déplorer les conséquences de la Fédération F.O. de la métallurgie au sein de cet établissement la liberté et la démocratie. Le remplacement d'une féodalité par une autre aux mêmes excès n'apporte en rien des solutions aux revendications réelles des salariés. La Fédération F.O. de la métallurgie tient à apporter son témoignage de solidarité aux salariés victimes de ce climat de violence. Les problèmes doivent être résolus par une négociation globale portant sur les salaires et les conditions de travail ».

Vrai ou faux ? Incident mineur — exploité habilement — ou déchaînement et entorse grave au bon fonctionnement de l'usine, forte de six mille cinq cents salariés ? Les thèses divergent. Deux thèses, antagonistes. Celle de la C.G.T. d'abord. Tous ses militants pour expliquer les faits, remontent à la veille, mardi 1^{er} février. Le syndicat a décidé une manifestation, le 2 février dans l'après-midi, devant le siège social de Citroën, à Neuilly-sur-Seine. Il s'agit de faire nombre pour réclamer une augmentation de salaire. Le délégué est tenu depuis plusieurs semaines. Des tracts ont été distribués pour prévenir que le débrayage commencerait à 12 h. 30. Les manifestations partent alors, en groupe, vers Neuilly.

Mercredi, 12 h. 30, le débrayage commence. C'est la première équipe, celle de 6 h. 45-15 heures, qui pose, en partie, ses outils. Un délégué C.G.T., M. Lashouche Rachid, présente au moment des faits, raconte : « Les ouvriers ont arrêté de travailler. Pour demander, vers les vestiaires. Les gens doivent passer sur le plateau des voitures. Là, c'est bourré de types de la C.S.L. Alors, ces fils de

Bégayes ? Ou agression ?

De l'autre côté, autre thèse, autre propos. La direction précise que des « agressions » ont eu lieu. Des blessés ont été soignés à l'hôpital. Les autres à l'hôpital. Robert Ballanger d'Aulnay-sous-Bois a, de fait, admis en début d'après-midi, au service des urgences, douze salariés de l'usine Citroën. Oras ont pu être immédiatement soignés pour de légères blessures : le douzième a été hospitalisé et devait être opéré, jeudi, pour une fracture du nez. Des bagarres ont donc eu lieu, ou une bagarre en forme de mêlée alors que des ouvriers croisés dans leur poste de travail. Un pugilat dont une dizaine ne sont pas sortis vainqueurs.

Cela fait dix-sept blessés au total, selon la direction de l'usine d'Aulnay-sous-Bois. M. Pascal Barthélemy, adjoint au chef du personnel, résume la thèse des bagarres ou d'un « accrochage ». Pour lui, des ouvriers qui n'entendent pas de bagarres, mais agression. « Des délégués C.G.T. ont entraîné des ouvriers. Ces agressions ont eu lieu en plusieurs endroits de l'usine. Il y a surtout des instruments qui se sont trouvés tout à fait à ces manœuvres — manivelles, câbles de batteries ». La direction dément, en outre, que les ouvriers soient obligés de passer par le « plateau des retouches » pour se rendre aux vestiaires.

Autre version — proche de celle de la direction — celle du syndicat C.S.L., longtemps majoritaire, chez Citroën. « C'est très clair, résume M. André Planchais, délégué. Des gens de la C.G.T., des délégués ont obligé des ouvriers à quitter leur poste de travail. Ce s'est passé au plateau des retouches. Ils ont été attaqués à coups de barres de fer. A ma connaissance, il n'y a pas d'adhérents ou de délégués C.S.L. blessés. Les blessés sont des ouvriers qui voulaient simplement travailler. En tout cas, ils ne sont pas syndiqués à la C.G.T. ».

Porte fermée

Le pugilat est terminé. Mercredi 2 février, ils restent dans les ateliers deux cents à trois cents salariés. Mais à 17 h. 30, plusieurs centaines de cégétistes réapparaissent sur la zone indus-

« La rigueur ne doit pas être égale pour tout le monde »

déclare M. Maire

M. Edmond Maire, une interview publiée dans la Libération le 2 février, revient sur les conflits automobiles. M. Mitterrand : « Nous ne voulons pas d'un deuxième plan rigueur qui ressemble au premier. Nous voulons des priorités sociales soient affirmées, dans un anticorporatisme, je ne sais pas ».

M. Maire, « il n'y a qu'une bonne pour le gouvernement : non négocier le social ».

dans un pays, sans que les plus grands pays qui ont le gangrène sociale », il ajoute : « Ce danger social est aussi un danger politique. C'est pourquoi, quand nous parlons d'un deuxième plan de rigueur, il ne s'agit pas de rigueur égale pour tout le monde, d'une rigueur très inégalitaire ».

Quand tel responsable communiste socialiste réplique qu'il n'est pas son rôle syndicaliste ».



(Dessin de PLANTU.)

groupe social les secteurs forts, en laissant de côté les services de la force contractuelle, mais, à l'inverse, s'appuyer sur le sentiment populaire pour plus de justice, plus de solidarité, pour l'exemple, toucher les inégalités du monde qui,

leur point de vue, l'avenir de la politique économique, c'est l'expression d'une bien conception qui réduit le syndicalisme à la pléiade, le concept complètement dépassé de la subordination du syndicalisme », affirme M. Maire.

Les dépenses d'assurance-maladie ont progressé de 18,5 % en 1982

Les dépenses d'assurance-maladie en 1982 ont progressé de 18,5 %, indiquent les services de la Caisse nationale d'assurance-maladie, dans un communiqué, le 2 février. Mais il déduit de ce taux 0,8 % dus au report des prestations de décembre 1981 sur le début de 1982.

L'année précédente, en 1981, les dépenses d'assurance-maladie avaient progressé de 17,7 %.

En 1982, ce sont les frais de séjour hospitalier qui ont progressé le plus : 20,1 % (+ 22 % pour le sec-

teur public et + 14,7 % pour le privé).

Les dépenses de soins de suite ont augmenté de 18,9 %, les honoraires du médecin de 15,4 % (15,3 % pour ceux des médecins, 15,9 % pour ceux des dentistes). Les prescriptions augmentent globalement de 17 % (17,2 % en pharmacie, 16,8 % pour les actes d'aides médicales et 17 % pour ceux de biologie). Enfin, les dépenses d'indemnisation de travail pour maladie ont progressé de 13,9 % en 1982 par rapport à 1981.

GRÈVE DU PERSONNEL MAGHRÉBIN DANS CINQ VILLAGES ALPINS DU CLUB MÉDITERRANÉE

Le personnel de service, marocain et tunisien, des cinq villages alpins du Club Méditerranée (Val-d'Isère, Tignes, Les Arcs, Sorre-Chevalier et Avoriaz) vient de se mettre en grève pour une augmentation de salaire. Par la C.F.D.T. et par l'UTIT (Union des travailleurs immigrés tunisiens), les grévistes, trois employés « migrants » du Club (sur trois cent quatre-vingt-dix-huit), ont obtenu des garanties à l'égard de leur contrat de travail en France.

Pour la C.F.D.T., en effet, les travailleurs, qui effectuent leur service à dix mois de travail en France, sont transformés en « migrants » à répétition. La direction du Club, quant à elle, indique qu'elle ne peut accepter de transformer des travailleurs migrants en travailleurs immigrés. Elle ajoute que, conformément aux accords signés avec les syndicats marocains et tunisiens, une rotation de ces « migrants » doit avoir lieu tous les deux ans.

M. Gilbert Trigano, directeur aux vacances qui avaient prévu de se rendre dans les Alpes soit de la remboursement, soit de les héberger dans d'autres villages.

F.O. sera reçu le 15 février par M. Mauroy. — A la suite de la lettre adressée par M. Bergeron à M. Mauroy, le ministre de l'Énergie, d'un plan de rigueur, le premier ministre vient de recevoir le secrétaire général F.O. qui recevrait une délégation du bureau fédéral le mardi 15 février, à 17 heures.

CONJONCTURE

Après la forte augmentation du quatrième trimestre de 1982

LES INDUSTRIELS S'ATTENDENT A DE TRÈS FAIBLES HAUSSES DE SALAIRES

L'enquête trimestrielle de l'INSEE sur l'industrie (janvier 1983) montre que la demande s'est en janvier légèrement améliorée au quatrième trimestre 1982, après avoir baissé au troisième. La demande étrangère en revanche continue de se dégrader. D'après les réponses faites par les chefs d'entreprise, la demande globale est stable au premier trimestre au niveau de fin 1982.

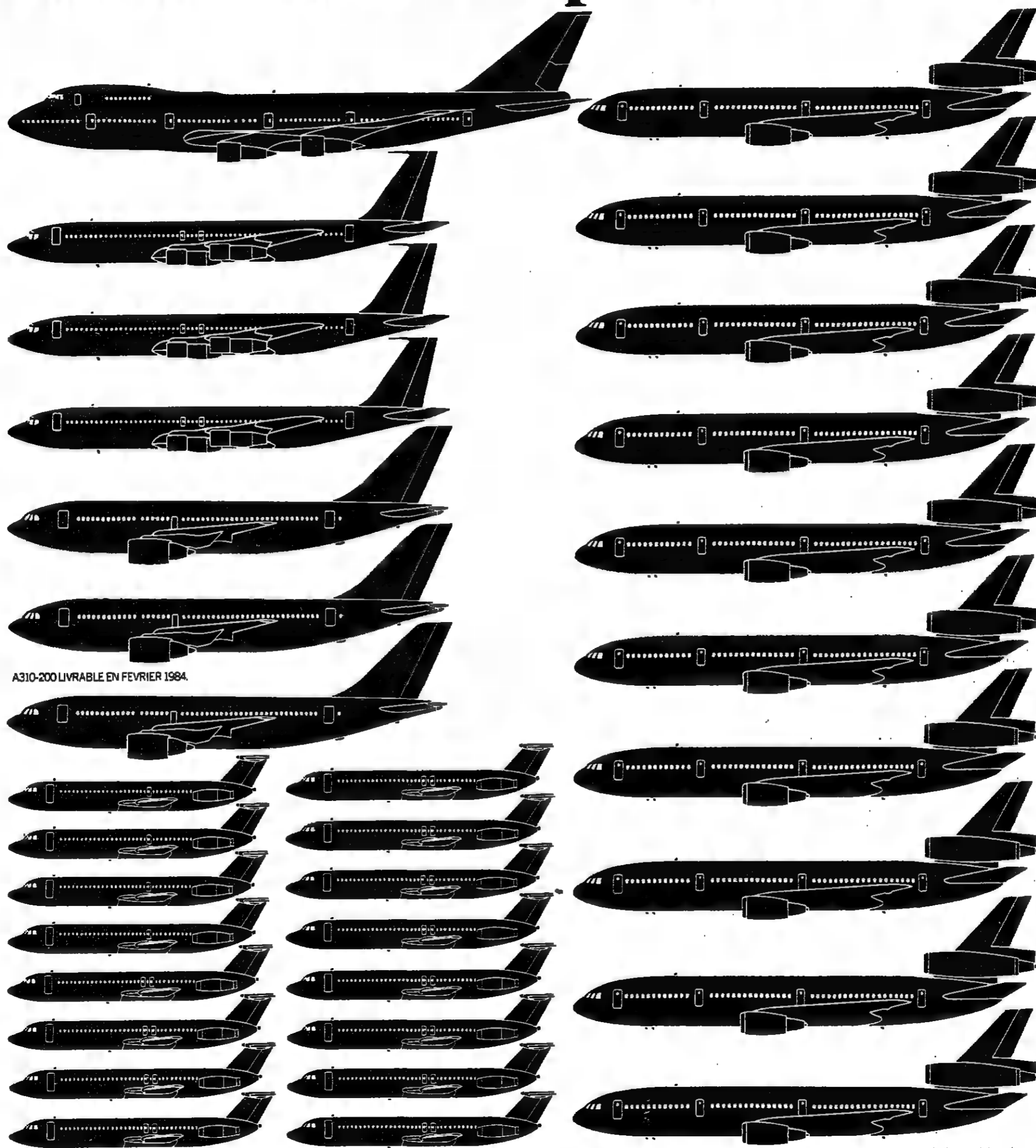
La baisse des commandes de l'industrie se ralentit légèrement, indiquent encore l'INSEE. Elle est cependant toujours importante dans les industries de biens intermédiaires. Au premier trimestre, les chefs d'entreprise prévoient une accélération de la baisse des effectifs.

Les prix à la production ont augmenté de 3 % au quatrième trimestre. Les hausses les plus fortes ont été enregistrées dans l'automobile et les industries agro-alimentaires. Les industriels prévoient maintenant des hausses de prix de l'ordre de 2,2 % sur les deux premiers mois de l'année. En ce qui concerne les salaires, les réponses faites par les chefs d'entreprise correspondent pour le quatrième trimestre à une hausse de 3,6 %. Les salaires attendus pour les prochains mois sont très faibles. Quant aux difficultés financières, elles augmentent assez nettement en janvier, surtout dans l'automobile.

brother

SERA PRÉSENT AU SIPPA
PORTE DE VERSAILLES DU 4 AU 7 FÉVRIER
HALL N° 5, ALLÉE 4, STAND 3

Lorsque nous vous aurons impressionné par notre taille, nous devons encore vous retenir par notre service.



Tous les avions représentés ici appartiennent à British Caledonian.

A nos débuts, voici vingt-deux ans, nous ne possédions qu'un seul appareil et nous rêvions de devenir une grande compagnie aérienne internationale.

Aujourd'hui, notre rêve s'est réalisé.

Nous assurons des liaisons vers les principales villes de quelque 24 pays d'Europe, d'Afrique,

d'Amérique du Nord, d'Amérique du Sud, du Moyen-Orient et d'Extrême-Orient.

Naturellement, certains de nos puissants confrères peuvent vous offrir les mêmes liaisons; mais nous pensons avoir un avantage sur eux.

En tant que compagnie indépendante, nous dépendons étroitement... de nos clients.

Car s'ils venaient à nous faire défaut, aucune subvention

gouvernementale ne maintiendrait nos avions en service.

Ainsi, quelle que soit notre croissance future, elle ne nous empêchera jamais de veiller sur vous.

Pour tout renseignement complémentaire, contactez votre Agent de Voyages ou British Caledonian: 5 rue de la Paix, 75002 Paris. Tél. (1) 261.50.21.

Nous n'oublions jamais que vous avez le choix.

British Caledonian

120150

AFFAIRES

Gérer les nationalisations

(Suite de la première page.)

En 1981, les onze entreprises nationalisées du secteur concurrentiel (1) ont enregistré un déficit global de 12,45 milliards de francs. En 1982, les pertes dépasseront 15 milliards de francs... dont 7 milliards pour la sidérurgie; 2,5 pour P.U.K., 1,4 pour C.I.L.-H.B., plus de 1 milliard pour Thomson, près de 2 milliards pour Renault. Celles de l'ancien secteur public (E.D.F., G.D.F., S.N.C.F., Charbonnages de France, Air France) étant estimées

à 20 milliards de francs. Des chiffres qui alimentent les campagnes de l'opposition, et qui ont désagréablement surpris les socialistes eux-mêmes.

Lorsqu'il a engagé le processus de nationalisations, le gouvernement n'avait qu'une idée assez vague de la situation des groupes industriels concernés. Certes, on savait la sidérurgie malade. On connaissait dans leurs grandes lignes les problèmes de Rhône-Poulenc, de P.U.K., de l'informatique. Mais les mauvaises

surprises ont été de taille. « J'en découvre encore tous les jours », confie un P.-D.G.

Sans doute certains ont-ils été amenés à noircir le tableau, à « passer les bilans à la pelle de fer ». Ceci dans une double optique : d'une part, tenter d'obtenir plus de capitaux de la part de l'Etat-actionnaire, d'autre part, pour valoriser à terme les mérites de leur gestion. Plus l'héritage est lourd, plus le redressement sera spectaculaire. Ainsi, il n'est pas surprenant de constater que les deux groupes qui présentent une situation financière à peu près correcte sont précisément ceux qui ont conservé, l'un Saint-Gobain le même P.-D.G., l'autre la C.G.E. un directeur-général omniprésent.

De tels nettoyages de bilan sont à vrai dire monnaie courante dans l'industrie et n'expliquent pas tout. Pour l'essentiel, les pertes du secteur public sont bien réelles. Elles trouvent généralement leurs origines avant 1981 et résultent de la conjonction de plusieurs facteurs.

« Les actionnaires privés n'ont pas joué leur rôle. Ils n'ont apporté que 1,67 milliard de francs en cinq ans aux six groupes industriels » (les « cinq » plus C.I.L.-Honeywell-Bull), aime à répéter M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la recherche et de l'industrie. Même si ce chiffre mériterait d'être réactualisé en fonction de l'inflation et de prendre en compte, pour partie, les apports en capitaux effectués dans les grandes filiales de ces groupes par les investisseurs privés, il reste que l'effort financier des actionnaires a été notablement insuffisant. Ce qui a conduit ces groupes à différer des investissements, obérant ainsi leur compétitivité future; à s'endetter au moment où les taux d'intérêt grimpaient en flèche, voire à céder certaines de leurs activités. Interrogé par M. Chevènement sur ce qu'il aurait fait si son groupe était resté privé, l'ancien P.-D.G. de Rhône-Poulenc aurait répondu : « J'aurais conclu des accords inter-

nationaux et vendu certaines de ses activités ».

Plusieurs de ces groupes ont également souffert d'une carence de management. Avec la crise, les incertitudes du lendemain, la gestion au jour le jour l'emportait. Les grands savants dont on a stoppé les machines, ils poursuivaient sur leur aire. Mais l'heure de vérité, celle où le bateau s'arrête faute de combustible, d'équipage compétent, devait sonner un jour ou l'autre. Nationalisés ou non, la situation de ces groupes aurait posé un grave problème à la collectivité.

L'aggravation de la crise mondiale, la période d'incertitude pré et post-électorale, les tâtonnements, voire les erreurs du nouveau gouvernement, n'ont pas arrangé les choses. Ce dernier n'avait, à vrai dire, pas pris conscience de l'ampleur des difficultés. Dès le printemps 1982, il a été confronté à un double problème : assurer un rôle d'actionnaire plus coûteux que prévu; forger une règle de conduite pour ses rapports avec le secteur public. Force est de constater que, un an après, les résultats sont inquiétants.

« Pourvu que ça dure »

L'Etat commence pourtant à prendre la mesure des problèmes financiers, et son rôle d'actionnaire au sérieux : 9,9 milliards de francs ont été injectés en 1982; 20 milliards, dont 12,45 sous forme de dotation budgétaire en capital, le seront en 1983. Certes, ces questions de financement donnent lieu à d'innombrables réunions interministérielles, à de sèches empennages entre ces « grands calvaires » que sont les groupes industriels, « désormais sous dans le même marigot ». Elles poussent les entreprises à faire du « steeple chase » entre les diverses arcanes administratives. Mais il n'y a rien de bien nouveau. La plupart de ces groupes avaient

déjà une longue expérience dans la quête de fonds publics. Les aides d'autrefois se transformaient aujourd'hui en apports de capitaux propres. Ainsi, les structures de bilan s'amélioraient, les ratios fonds propres/endettement reviennent à des niveaux raisonnables. Même si les P.-D.G. se plaignent publiquement de ne pas avoir assez, chacun reconnaît en privé qu'un gros effort a été fait ces derniers mois.

Ils ajoutent : « Pourvu que ça dure », et souhaitent tous se sortir du cadre budgétaire annuel, pour bénéficier d'engagements pluri-annuels de la part de l'Etat.

Restent les critiques, les inquiétudes quant à la ventilation de ces aides. Les dotations budgétaires proprement dites ne vont-elles pas servir d'abord à « boucler les trous » ? Ne va-t-on pas dépenser trop d'argent dans les secteurs en déclin ? Ainsi, la sidérurgie absorberait un gros tiers des 20 milliards de francs prévus pour 1983.

L'an dernier, il y a eu quelques grincements de dents lorsque la C.G.E., Saint-Gobain et même Thomson-Brandt ont dû verser à l'Etat un dividende sur les résultats de leurs exercices 1981. En outre, la question de la redevance, passée inaperçue lors de la loi de nationalisation, revient sur le devant de la scène.

A l'origine, les experts de la Rue de Rivoli, soucieux d'alléger la charge de la nationalisation pour les finances publiques, avaient prévu d'instaurer une redevance annuelle sur chacun des groupes nouvellement nationalisés. Elle aurait été égale à 2 % de la valeur d'indemnisation pour les firmes industrielles et à 4 % pour les banques. Repoussé par le Parlement, ce projet s'est transformé dans la loi de nationalisation en une redevance calculée sur les bénéfices et définie annuellement dans le cadre du budget. Pour 1983, il est ainsi inscrit une « ponction », sorte de superdividende, sur les bénéfices des groupes et banques

nationalisés de 1 milliard de francs.

N'y a-t-il pas une certaine incohérence à ce que l'Etat prenne d'une main pour donner de l'autre ? Ne risque-t-on pas de taxer les groupes les plus dynamiques au profit des plus malades ? Ce superdividende, même de faible ampleur, peut également conduire ces groupes à adopter une présentation de leurs comptes minorant leurs bénéfices. On traiterait ainsi à l'encontre d'un des principes avancés par les pouvoirs publics : celui selon lequel les entreprises nationales doivent générer des profits.

Outre la rentabilité, l'autonomie de gestion figurait pour les quelques grands commandements énoncés lors des nationalisations. Le moins que l'on puisse dire est que son application sur le terrain ne s'est pas révélée facile et que l'Etat et les groupes nationalisés ont du mal à trouver un style de dialogue, à mettre au point un code de bonne conduite.

J.-M. QUATREPOINT.

Prochain article :

La difficile apprentissage du métier d'actionnaire

(1) Renault, C.G.E., Thomson-Brandt, P.U.K., Rhône-Poulenc, Saint-Gobain, C.I.L.-Honeywell-Bull, E.M.C., C.A.F.-Chimie, Usinor, Saeclor.

L'ÉTAT OFFRE DES EMPLOIS STABLES

bien rémunérés avec ou sans diplômes H et F. Demandez une doc. gratuite sur la revue spécialisée FRANCE-CARRIÈRES (VN) B.P. 402-09 PARIS

La « vertu pédagogique » des contrats d'entreprise

D'abord prévu pour le mois de juin, ensuite pour décembre, puis pour janvier, les contrats de plan pluriannuels sont, affirme-t-on, sur le point d'être signés. « Le principal mérite de ces contrats, explique les pouvoirs publics, est d'avoir obligé certains de ces groupes à réfléchir sur leur stratégie, à biter une planification, à mettre en place des outils de gestion, qui, auparavant, leur faisaient jusqu'à présent défaut. » Ces contrats permettent également à l'Etat « d'avoir une vision plus précise de l'ensemble du secteur public concurrentiel, de ses forces et faiblesses, de ses besoins ».

Au-delà de ces « vertus pédagogiques », il reste que ces contrats apparaissent souvent comme un « exercice de style académique », certaines entreprises ayant occulté des points importants. « Nous n'allons pas décrire, dans un document diffusé à vingt-cinq exemplaires, certaines de nos options stratégiques où le secret est essentiel », reconnaît le P.-D.G. d'un des groupes. « Il y a des choses que l'on peut expliquer oralement à quelques responsables de l'administration, mais qu'il est imprudent d'écrire. » A cette crainte des fuites s'ajoutent les incertitudes qui pèsent sur certains secteurs d'activité. D'où les différences constatées dans le contenu, la précision des plans.

Ainsi, la politique de groupe Thomson est tributaire des décisions des gouvernements allemand pour Grundig et française en matière de téléphone. Celle de C.I.L.-Honeywell-Bull, dépeint, dans une large mesure, de l'effort financier que l'Etat est prêt à faire. Si la rédaction du plan de Renault ne posait pas de problème pour l'automobile (la firme a une longue habitude de la planification à long terme), la tâche pour les poids lourds n'était pas aisée en raison des changements à la direction de R.V.I. et des interrogations qui subsistent sur l'avenir de ce secteur.

Si Saint-Gobain n'a pas eu de mal à programmer le développement de ses métiers traditionnels, il est normal, ajoute-t-on, que le chapitre de sa diversification « reste dans le flou ». Les « meilleurs » plans d'entreprise seraient donc, du moins pour la présentation, ceux qui s'inscrivent dans un cadre déjà défini, des métiers bien connus, où les grandes options ont été tracées, les évolutions technologiques prévues. C'est le cas, par exemple, de la sidérurgie.

A travers ces contrats de plan, les « traits culturels » traditionnels de chacun de ces groupes apparaissent également en filigrane. « La nationalisation aurait même, selon le mot d'un observateur, une tendance à les accroître. » Tel groupe met un point d'honneur à ne pas demander d'aides directes à l'Etat, mais privilégier les montages financiers nouveaux pour se procurer des fonds. Tel autre, habitué à vivre sur les crédits publics ou les commandes de l'Etat, présente un plan d'entreprise modeste aux vagues ambitions... à condition que l'Etat finance ! Un troisième, ayant compris combien les pouvoirs publics étaient sensibles aux investissements, demande des fonds pour investir, alors qu'il servira, pour partie, à boucler des trous.

Reste que la question de fond qui pose ces plans concerne le financement. Les pouvoirs publics espèrent que certains groupes se financent, pour tout ou partie, par d'autres canaux que les dotations budgétaires. Ainsi, Saint-Gobain envisage d'émettre dans le public, en 1983, des titres participatifs sans droits de vote pour un montant compris entre 500 et 800 millions de francs. Des opérations que Rhône-Poulenc et la C.G.E. pourraient imiter. Ce dernier groupe peut se procurer des capitaux sur le marché financier à travers ses filiales cotées en Bourse.

On envisage aussi de faire entrer dans le capital des filiales rentables — non cotées des groupes nationalisés des banques, comme Paribas ou Suez. Dans le cas de P.U.K., des ressources peuvent être trouvées grâce à la révision en baisse de ses coûts d'approvisionnement d'électricité. De même, un point de hausse sur les prix de ses voitures en France permet à Renault de dégager 800 millions de francs par an.

Tout ces plans d'entreprise seront réactualisés à la fin de l'année en fonction des options du D. Plan. Avec, du moins chacun l'espère, des programmes de financement pluriannuels où les montants et l'origine des ressources, sur lesquels chaque groupe pourra compter, seront précisés. Alors, et alors seulement, on en finira avec cette foire d'empoigne qui règne depuis un an pour le partage de la manne de l'Etat.

J.-M. Q.

APRÈS LE RAPPEL A L'ORDRE DE M. MITTERRAND

« Un ministre, ça ferme sa gueule » déclare M. Chevènement

« Un ministre, ça ferme sa gueule. Si ça veut l'ouvrir, ça démissionne », a déclaré devant la presse, mercredi après-midi, M. Chevènement, ministre de la recherche et de l'industrie, en réponse à une question sur la déclaration faite par le président de la République le matin en conseil des ministres.

Le chef de l'Etat avait « rappelé fermement à l'ensemble des ministres que l'exigence d'une politique industrielle cohérente doit se garder d'une bureaucratie tatillonne, tendance ancienne qui a conduit les gouvernements précédents à pratiquer un dirigisme incompatible avec le développement de notre économie ». Il avait demandé au gouvernement « de veiller à la pleine autonomie de gestion des entreprises publiques et encourager leurs dirigeants à exercer pleinement leurs responsabilités économiques et sociales ».

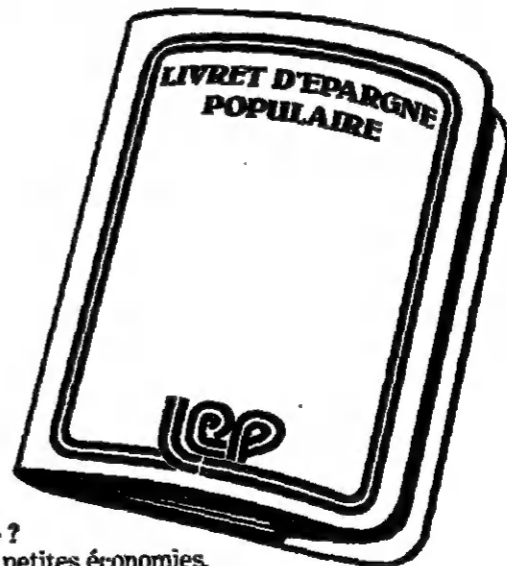
Une déclaration qui apparaissait comme une « pierre dans le jardin » de tous les ministres, mais plus spécialement du ministre de la recherche et de l'industrie, qui a la

tutelle sur les groupes industriels nationalisés. « Ma bible en matière d'autonomie des P.D.G. des nationalisés est comme depuis longtemps », a précisé l'après-midi le ministre de la recherche et de l'industrie. Elle est exposée « clairement » dans le long discours qu'il avait fait le 31 août devant ceux-ci.

« Il ne peut y avoir de tutelle valable — c'est-à-dire non tatillonne — sur les entreprises nationalisées si elle n'est pas exercée par un seul ministre à poursuivre M. Chevènement. Ainsi, a-t-il précisé, « dans les négociations des contrats de plan, il ne peut y avoir une dizaine d'interlocuteurs. Il faut un interlocuteur unique. Je suis garant autant que quiconque, et même plus que quiconque, de l'autonomie de gestion des entreprises nationales, dès lors qu'est définie la politique industrielle ».

« Qui pourrait penser que le partage de fonds propres ne susciterait pas des convoitises ? », s'est interrogé le ministre d'Etat. « Certains font de la surenchère, mais ce ne seront pas forcément les mieux servis ».

L'ARGENT DUREMENT GAGNÉ ENFIN GAGNANT.



Qui peut bénéficier d'un Livret d'Épargne Populaire ?

Le Livret d'Épargne Populaire a été créé pour protéger les petites économies, pour protéger l'argent durement gagné. Si vous ne payez pas d'impôts sur le revenu, ou si vous avez payé moins de 1.130 francs, vous avez droit au Livret d'Épargne Populaire.

Quelle garantie pour vos économies ?

Avec un Livret d'Épargne Populaire, vous êtes sûr de mettre vos économies à l'abri. Vos économies vous rapportent, en effet, un intérêt garanti de 8,5 % exonéré d'impôts et un complément vous est versé, s'il y a lieu, pour en protéger intégralement la valeur.

Combien peut-on déposer par livret ?

Désormais, vous pouvez déposer jusqu'à 20.000 francs par livret, soit 40.000 francs par ménage puisque, dans un ménage, les deux conjoints peuvent bénéficier d'un Livret d'Épargne Populaire.

Où s'adresser pour ouvrir un Livret d'Épargne Populaire ?

Renseignez-vous à la Poste, dans les Caisses d'Épargne ou auprès de votre banque habituelle.

Livret d'Épargne Populaire
une grande idée pour les petites économies.

